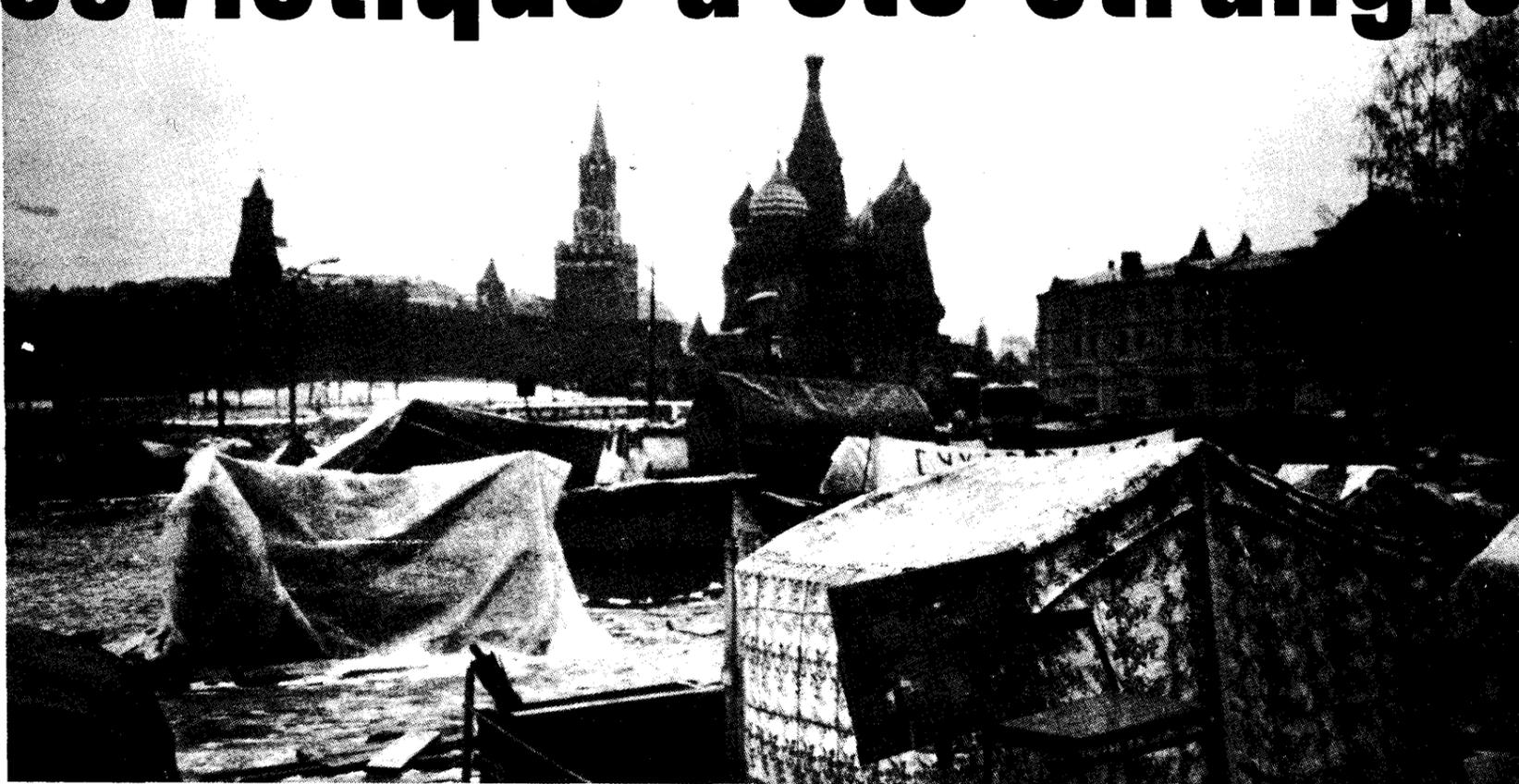


Le stalinisme: fossoyeur de la révolution

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé



Révolution socialiste pour balayer la contre-révolution d'Eltsine!

L'article ci-dessous est traduit de Workers Vanguard, journal de la Spartacist League, section américaine de la LCI (n° 564, 27 novembre 1992).

Le 7 novembre dernier a marqué le 75^e anniversaire de la Révolution bolchévique. Mais l'Etat ouvrier érigé par le pouvoir bolchévique, de loin la plus grande conquête du prolétariat international et un gigantesque bond en avant pour l'humanité, n'a pas survécu à sa 75^e année. La période de contre-révolution ouverte inaugurée par le contre-coup d'Etat procapitaliste de Boris Eltsine en août 1991 a, en l'absence de résistance ouvrière de masse, abouti à la création d'un Etat bourgeois, cependant fragile et réversible. La tâche à laquelle est aujourd'hui confronté le prolétariat soviétique est la révolution socialiste, pour restaurer le pouvoir prolétarien et refor-

ger l'Union soviétique sur les fondations de l'internationalisme bolchévique de Lénine et de Trotsky.

L'ascendance qu'ont pris Eltsine et les forces capitalistes-restaurationnistes qui le soutiennent a été un événement-pivot pour déterminer le sort de l'Union soviétique, mais pas décisif. Dans notre article d'août 1991, «Ouvriers soviétiques: re-

poussez la contre-révolution de Bush-Eltsine!», qui a été immédiatement traduit en russe et distribué à plus de 100 000 exemplaires dans toute l'Union soviétique, nous écrivions que des mobilisations ouvrières auraient dû balayer la racaille contre-révolutionnaire sur les barricades d'Eltsine et ouvrir ainsi la voie à la révolution politique prolétarienne.

Suite à la victoire d'Eltsine, «le premier Etat ouvrier de l'Histoire, miné et fragilisé par des décennies de règne désastreux de la bureaucratie stalinienne, se désagrège. Le pouvoir d'Etat s'est fracturé, le Parti communiste, qui en constituait le noyau dur bureaucratique, éclate en morceaux et est interdit dans le KGB et les forces armées; Suite page 8

Décomposition du régime Mitterrand

Non à la collaboration de classes! Gouvernement ouvrier!

Voir page 3



M2651 - 122 - 5.00 F



Vient de paraître!

Un livre de la Prometheus Research Library, publié par la Spartacist Publishing Company

James P. Cannon and the Early Years of American Communism

Selected Writings and Speeches, 1920-1928



James P. Cannon (1890-1974) a été l'un des dirigeants fondateurs du communisme américain, avant de devenir un collaborateur central du dirigeant révolutionnaire russe en exil Léon Trotsky. Dirigeant du groupe Industrial Workers of the World, il fut plus tard parmi les fondateurs de l'International Labor Defense et joua un rôle actif dans la campagne de défense menée par cette organisation pour les anarchistes Sacco et Vanzetti. Ce nouveau volume des écrits de Cannon couvre la période où il était l'un des principaux dirigeants de la section américaine de l'Internationale communiste, comblant ainsi une lacune dans la publication de ses œuvres. Complémentaire à l'histoire de la première décennie du communisme américain en deux volumes de Theodore Draper et de l'ouvrage de Cannon « The First Ten Years of American Communism », ce livre présente des documents importants et inédits concernant le parti américain et donne de nouveaux éléments pour comprendre la stalinisation de l'Internationale communiste.

Le livre comprend :

- Une introduction détaillée
- Des notes explicatives
- 16 pages de photographies historiques peu connues
- Un glossaire des noms et des sigles, avec plus de 200 références
- Une bibliographie de Cannon couvrant la période 1912-1928
- Un index

624 pages Relié : 125 F/\$22.50/£28.50
ISBN 0-9633828-0-2

Broché : 80 F/\$14.50/£18.50
ISBN 0-9633828-1-0

Frais de port : 20 F/\$3.50/£4.00 par exemplaire

Pour trois et plus, nous contacter

Adressez vos commandes et règlements à :

France
Le Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

USA
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York, NY 10116

Canada
Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, M5W 1X6

Foulards à Villeneuve-la-Garenne

LO en campagne raciste

LO récidive dans l'abjection ! Dans son hebdomadaire du 27 novembre 1992 (n° 1278), on trouve un article intitulé « L'affaire du foulard islamique relancée par la lâcheté du gouvernement et du conseil d'Etat ». Un « correspondant LO » du collège Pompidou de Villeneuve-la-Garenne, dans la banlieue parisienne, s'y félicite d'avoir participé activement (s'il ne l'a pas organisée lui-même)... à l'expulsion de l'école d'une jeune fille qui portait le foulard en classe – autrement dit, à un acte de ségrégation raciste !

Depuis des années, les dirigeants de cette secte réformiste, étroitement hexagonale, participent à des « débats » avec les chefs fascistes du Front national (FN) ; ils sont pour des « discussions pédagogiques » avec les électeurs racistes du FN ; ils s'apitoient sur les criminels

racistes (qualifiés de « pauvres types ») qui abattent comme des chiens les jeunes d'origine maghrébine. Par contre, à la « Fête » de LO à Presles, en 1991, le « service d'ordre » de cette organisation, commandé par plusieurs dirigeants bien connus, agresse physiquement de jeunes Noirs, en les accusant faussement de vol. Un an plus tard, le même SO persiste et signe en se comportant à l'égard de jeunes issus de l'immigration comme de vulgaires flics du métro parisien. De cette même « Fête » annuelle la direction de LO exclut le groupe Act Up, largement issu de la communauté homosexuelle, qui lutte contre le sida et dénonce la politique de Mitterrand sur ce sujet.

Cette fois-ci, le « correspondant LO » se vante d'avoir joué un rôle actif dans la campagne raciste pour exclure une jeune lycéenne d'origine maghrébine, et explique fièrement : « Il est vrai qu'on avait affaire à une gamine déterminée (et poussée) à aller jusqu'à l'incident : refusant de retirer le voile, refusant de quitter la classe, même au bout d'une confrontation avec deux surveillantes et un professeur. » Se mettre à trois pour chercher à intimider une adolescente d'origine maghrébine, et ça ose se proclamer « militant révolutionnaire »... On a envie de vomir !

Rien d'étonnant, direz-vous. Car il ne s'agit pas d'une « bavure ». Déjà lors de la fameuse « affaire des foulards islamiques » en 1989 à Creil, LO s'était rangée du côté du gouvernement et de ceux qui,

sous couvert de défense de la laïcité et d'« anti-intégrisme », ont exclu du système éducatif des jeunes filles issues de l'immigration maghrébine. (A cette époque, elle avait perdu une partie de sa base ouvrière dans cette région.) Cette fois, à Villeneuve-la-Garenne, LO a joint les actes aux paroles.

LO est donc entrée en campagne électorale. Déjà dans sa campagne pour les élections régionales de 1992, sa propagande abjecte appelait à assurer la « sécurité » en s'adressant aux électeurs de Le Pen pour leur expliquer que lui faire confiance pour « nous sortir de là » serait une dangereuse illusion ! Une fois de plus, LO chasse sur les terres du fasciste Le Pen.

LO prétend qu'elle a cherché à défendre la cause de l'émancipation des femmes, tout comme en 1989. Alors, nous avons développé, dans le Bolchévik n° 97 (novembre-décembre 1989), ce que doit être la position des révolutionnaires : « Dans ce pays gangrené par le chauvinisme et la terreur raciste, ces exclusions ne peuvent représenter qu'un acte de discrimination raciale. C'est pourquoi nous les condamnons. [...] le port du hidjeb n'est pas fondamentalement une marque de la foi religieuse mais une marque de l'oppression des femmes, de leur soumission à l'homme [...]. C'est le devoir du mouvement ouvrier de se mobiliser massivement contre toute attaque raciste mais aussi de jouer son rôle d'intégration et d'éducation dans ses propres rangs et de lutter pied à pied contre toute manifestation de l'idéologie bourgeoise, telle que le racisme ou le sexisme, et contre toute manifestation de l'obscurantisme. »

En vérité, LO a « découvert » la question femmes au moment où la classe dirigeante (qui finance les écoles catholiques !) lançait une nouvelle campagne

raciste, au nom de la laïcité – une manière de donner une couverture « crédible » et « respectable » à la campagne hystérique contre l'« intégrisme » musulman. Rappelons que, dans les années 70, en pleine mobilisation pour arracher le droit à l'avortement, LO refusait de s'engager dans cette lutte en expliquant que l'avortement est... « un meurtre » (Lutte de classe n° 18, mars 1974) ! Elle se faisait l'écho de tous les préjugés les plus arriérés, répandus par la réaction, en décrivant notamment la pilule comme une « drogue dont on ne connaît pas les effets », réservée pour les « couches les plus favorisées », et en préconisant finalement « pour chacun la maîtrise de soi » – bref pour les « masses populaires » le coit interrompu (Ibid.) ! En Afghanistan, où défendre la libération des femmes de l'esclavage du tchador signifiait être pour que l'Armée rouge et le régime nationaliste de Kaboul écrasent les mollahs réactionnaires, fanatiques et égorgés de femmes, soutenus et armés par l'impérialisme, LO a refusé de choisir le camp du progrès social, allant jusqu'à oser mettre un trait d'égalité entre l'intervention soviétique et les sales guerres coloniales des impérialistes français et US en Algérie et au Vietnam. Voilà les tristes « références » de LO en matière de défense des femmes !

L'article de Lutte Ouvrière va jusqu'au bout de la logique raciste de la campagne hystérique autour des « foulards islamiques », en « argumentant » que la lycéenne est « de père intégriste et de mère française convertie » !! Vous vous demandez logiquement depuis quand « intégriste » est une nationalité ? LO fait écho à la campagne raciste qui prétend que tout immigré est un intégriste (et donc un terroriste). Il y a bien une menace dans ce pays, mais c'est celle de la réaction chauvine et raciste. Et avec, derrière, l'Eglise catholique et ses intégristes. Pour LO, il ne peut y avoir d'intégristes que musulmans.

Aujourd'hui pour LO, de même que jeune issu de l'immigration égale délinquant, immigré (et ses enfants) égalent intégristes. Aujourd'hui, LO les exclut de l'école. Et demain... ?

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: François Donau (réalisation), Myriam Morin, Marc Raphaël, Henri Riemann (rédacteur en chef), Josie Thanner, Jean Thimbault. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance. DIFFUSION: Xavier Gomez. DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen
Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon
Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

La classe ouvrière doit balayer ce régime en décomposition

Non à la collaboration de classes! Gouvernement ouvrier!

21 janvier - Après douze ans de politique antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique, le régime Mitterrand, discrédité et corrompu jusqu'à la moelle, court à la débâcle. Telle une bête malfaisante blessée à mort, il frappe avec une brutalité redoublée : attaque contre le régime des retraites, cheminots condamnés à la prison pour les crimes du capitalisme, rafle vichyste contre les Africains de Vincennes, agression militaire contre la Somalie et l'Irak, etc.

La France de Mitterrand, c'est plus de trois millions de chômeurs, des milliers de gens jetés à la rue, sans logement décent et réduits à la misère, des pans entiers de l'industrie comme la sidérurgie démantelés, une remise en cause du système de santé et de protection sociale, des attaques généralisées contre toutes les garanties et les acquis ouvriers dans le secteur public, la terreur d'Etat et la ségrégation racistes, la montée des fascistes, les bruits de bottes aux quatre coins du globe. C'est un pays où l'on libère les tueurs racistes et où l'on protège des ministres et hauts fonctionnaires coupables d'avoir froidement condamné à mort des centaines de gens avec le virus du sida pour cause de profits capitalistes.

Douze ans de Mitterrand démontrent à nouveau, et à nouveau aux dépens des travailleurs, la totale faillite de la politique réformiste (du PCF, du PS et de l'« extrême gauche » domestiquée) à aménager le capitalisme au service des travailleurs. Les réformes sociales systématiques, la défense et l'élévation du niveau de vie des masses, le droit élémentaire au travail - tout conduit au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. Ce système d'exploitation et d'oppression ne peut plus engendrer que ruine, chômage, misère, racisme, guerre. Pour satisfaire les besoins des masses, il n'y a qu'une voie : la mobilisation révolutionnaire pour liquider l'esclavage capitaliste.

En 1981, comme en 1986 et en 1988, nous, trotskystes, avons dit haut et fort « Non à ce gouvernement antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique ! » Nous n'avons jamais cessé de nous opposer au piège mortel de la collaboration de classes, en y opposant l'alternative de la mobilisation extra-parlementaire des travailleurs, dans les entreprises et dans la rue. Comme nous l'avons notamment dit lors des législatives de mai 1988 où nous avons présenté, dans la région rouennaise, un candidat contre Fabius (voir « Le programme de combat de la Ligue trotskyste », supplément au *Bolchévik* n° 83) -, ce qu'il nous faut c'est « un gouvernement ouvrier basé sur les organes du pouvoir ouvrier, comme la Commune de Paris, comme les soviets qui ont mené à bien la révolution d'Octobre en Russie en 1917, sous la direction des bolchéviks ». Pour les législatives de mars prochain, nous n'appelons à voter pour aucun candidat. Y compris dans les soi-disant « gauche » et « extrême gauche », aucun candidat ne permet aux travailleurs d'exprimer sur le terrain électoral, même de façon déformée, un vote de classe.

Crise de la domination politique de la bourgeoisie

La bourgeoisie française avait confié temporairement les rênes du pouvoir à Mitterrand - ancien haut fonctionnaire de Vichy (régime qui livra les Juifs de ce

pays aux chambres à gaz nazies) et boucher de la Guerre d'Algérie - pour faire le « sale boulot » d'austérité antiouvrière que Giscard-Barre n'avaient pas réussi à réaliser, conduire la campagne antisoviétique en France, lamener l'influence jugée excessive d'un PCF encore prosoviétique et faire reculer l'attachement historiquement puissant des ouvriers avancés à l'Octobre russe. Aujourd'hui, son régime usé jusqu'à la corde n'a plus la force de passer à l'étape supérieure dans les attaques antiouvrières qu'exigent les maîtres du capital pour maintenir leurs profits dans le cadre d'une concurrence interimpérialiste exacerbée.

Mais c'est sans le moindre enthousiasme que la bourgeoisie s'appête à voir revenir aux affaires ses partis de la droite parlementaire, empêtrés dans leurs éternelles querelles intestines, et dirigés par de vieux chevaux de retour presque aussi usés et discrédités que Mitterrand - une instabilité (qui serait aggravée par une nouvelle « cohabitation ») que la classe ouvrière risque fort de mettre à profit pour développer ses luttes. Un sondage récemment publié dans l'organe patronal *les Echos* révèle ainsi que 85 % des patrons français pensent que la droite n'a aucun projet économique. A la veille de leur retour probable au pouvoir politique, les chefs de ladite droite se répandent même en mises en garde sur le « danger d'une victoire » (Millon, chef du groupe

parlementaire UDF).

« Il n'est pas sûr », explique de son côté avec inquiétude un conseiller du chef du RPR Chirac, que le pays soit prêt à entendre un langage lui demandant de se serrer la ceinture » (*le Monde*, 7 janvier). En clair, la bourgeoisie et son personnel politique craignent la réaction d'une classe ouvrière que douze années de « sale boulot » mitterrandien ont certes largement affaibli mais pas brisée. La grande grève de la fonction publique allemande au printemps, puis la vague de grèves de ces derniers mois en Italie ont précisément éclaté en réaction à des tentatives pour serrer un peu plus la « ceinture » de l'austérité antiouvrière. Après la victoire aux allures de défaite du référendum sur le traité de Maastricht et les grèves limitées mais puissantes à la RATP et à la SNCF, les capitalistes sont parfaitement conscients que la France, comme le reste de l'Europe, entre dans une période de turbulences sociales.

Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes !

Cette décennie d'attaques antiouvrières et racistes et d'hystérie antisoviétique a gonflé les voiles de la racaille fasciste. Dans la situation actuelle hautement instable, Le Pen et ses acolytes, vomissant leurs ordures racistes, se présentent aujourd'hui comme une alternative crédible

à une couche de plus en plus large de la petite-bourgeoisie enragée, menacée de ruine et pressurée chaque jour plus durement par le grand capital, ainsi qu'aux franges arriérées, lumpenisées ou en voie de lumpenisation, du prolétariat. Pour l'heure, la police et la « justice » bourgeoises suffisent largement à la classe dirigeante pour tenir en respect la classe ouvrière et pour terroriser sa composante d'origines maghrébines et africaines. Mais, en l'absence de mobilisation massive et déterminée de la classe ouvrière pour écraser la vermine fasciste, Le Pen peut consolider dangereusement sa base et préparer ses troupes de choc. Et au premier signe de combativité ouvrière déterminée, la bourgeoisie n'hésitera pas à faire donner ses nervis fascistes pour restaurer son « ordre » menacé.

Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées de masse, basées sur les syndicats, et s'étendant aux organisations juives, homosexuelles, et à toutes les autres cibles désignées des émules de Hitler et Pétain ! De telles actions de front unique ouvrier, tout comme d'autres mobilisations extra-parlementaires de la classe ouvrière (grèves, organisation du contrôle ouvrier de la production, etc.) ouvriront la voie de la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Inévitable pendant intérieur du consen-
Suite page 4

Procès de l'accident de la gare de Lyon Provocation antiouvrière

Pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, ils ont osé envoyer en prison un conducteur de train accidenté ! Daniel Saulin, conducteur survivant du train qui, le 27 juin 1988, avait percuté un autre train en gare de Lyon, à Paris, (un accident qui a fait 56 morts et 57 blessés) a été condamné à 4 ans de prison dont 6 mois de prison ferme. Le contrôleur du train percuté, André Fouquet, a été condamné à deux ans de prison avec sursis. Les sociaux-démocrates, en fin de course, 3 mois avant la probable fin de leurs agissements au gouvernement, se sont livrés à une véritable provocation. Sinistre

et cynique chant du cygne antiouvrier !

Même *le Monde* (17 décembre 1992) a été obligé de souligner le caractère « sans précédent » de cette condamnation, ce même journal rappelant comment, lors des derniers jugements, les tribunaux avaient dû reconnaître les responsabilités de la direction de la SNCF. Mais cette fois, le gouvernement et la « justice » se sont même gardés de faire asseoir au banc des accusés le moindre responsable de la SNCF. Une absence critiquée aussi bien par les syndicats de cheminots que par l'association des familles de victimes. Daniel Saulin a immédiatement fait appel

de sa condamnation. Il faut immédiatement se mobiliser pour qu'il ne passe pas un seul jour en prison, et pour arracher l'annulation des verdicts de ce procès inique !

Jusqu'au dernier jour, Mitterrand et autres Bérégoz, ces laquais de la bourgeoisie, montreront à leurs maîtres leur dévouement. Le message est clair : confrontée à une concurrence interimpérialiste aggravée et menaçante, la bourgeoisie française doit accentuer l'exploitation de la classe ouvrière et tenter de la mater.

Ce jugement a provoqué une explosion de colère des cheminots, chacun comprenant combien une attaque contre l'un d'entre eux est une attaque contre tous. Le lendemain du verdict, le mardi 15 décembre, une grève quasi spontanée et massive a déferlé. Tout le trafic ferroviaire du pays a été stoppé, perturbant et paralysant une bonne partie des activités de ce pays.

Ce mouvement a démontré une fois de plus la puissance que les travailleurs des transports publics détiennent. La grève des cheminots de 1986-87 l'avait aussi montrée et avait brisé les ailes de la chiraquie !

Malheureusement, le 16 décembre dernier au soir, cette grève est terminée. Les directions syndicales s'étaient bien organisées en vue de canaliser la combativité ouvrière. Elles avaient laissé à la CFDT le soin de déposer un préavis de grève, et seulement pour le lendemain du

Suite page 14



Gare de Lyon, à Paris - Les cheminots manifestent, en octobre dernier, contre l'inculpation de leurs camarades.

Gouvernement ouvrier...

Suite de la page 3

sus antisoviétique, il s'est instauré dans la France de Mitterrand un consensus raciste : des fascistes à l'« extrême gauche » en passant par la droite parlementaire et par le PS et le PCF, dans ce pays la vie politique « respectable » tourne tout entière autour de la manière d'organiser la ségrégation raciste qui frappe les travailleurs originaires principalement des anciennes colonies de l'impérialisme français, ainsi que leurs enfants.

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Ce consensus abject est le fruit de douze années de politique et de terreur racistes institutionnalisées d'Etat. Meurtres commis par des tueurs racistes en uniforme (et absous par la « justice »), expulsions, camps de rétention, charters Joxe, législations de plus en plus répressives sur l'immigration, chasse aux « clandestins », intimidations policières quotidiennes, état de siège policier permanent des banlieues ouvrières/immigrées, multiplication des rafles, notamment sous couvert de lutte antidrogue, comme à Lille ou dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Dans ce quartier immigré, des centaines de flics déferlent pour ramasser... deux barrettes de shit, embarquer des dizaines de travailleurs sans papiers et les expulser ! Pour la bourgeoisie, son gouvernement, ses flics et sa « justice », la vie d'un immigré vaut moins que celle d'un chien. En témoigne encore une fois l'odieux verdict de Reims, 13 novembre 1992, quand la cour d'assises a acquitté une boulangère raciste pour avoir abattu à bout portant Ali Rifa, un jeune d'origine maghrébine, sous prétexte qu'il aurait voulu lui voler un croissant. A la manifestation organisée le 21 novembre à Paris pour protester contre cette infamie, les mots d'ordre du cortège combatif de la Ligue trotskyste montraient une nouvelle fois la voie pour balayer la terreur raciste. Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! A bas toute discrimination dans l'emploi, les salaires, le logement, les services sociaux, l'école ! Halte aux expulsions ! Flics hors des quartiers immigrés ! Groupes ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats, pour défendre les cités-ghettos contre les terroristes racistes, en uniforme ou non !

Cette politique raciste menée par les différents gouvernements Mitterrand, avec la complicité des traîtres réformistes du PCF et de la pseudo-« extrême gauche », avait pour but non seulement de diviser et démoraliser la classe ouvrière, mais aussi de casser les reins d'une de ses couches qui a montré sa grande combativité tout particulièrement dans un secteur clé comme l'automobile, à Renault, Citroën et Talbot. La classe possédante et ses valets réformistes savent en effet que ces ouvriers, originaires des anciennes colonies de l'impérialisme français, et leurs enfants sont les moins susceptibles d'être sensibles aux sirènes chauvines sur « la grandeur de la France » et de marcher sous la bannière de l'union sacrée avec la bourgeoisie française pour une quelconque guerre impérialiste. En octobre dernier, avec la brutalité calculée de la rafle des Africains de Vincennes, Mitterrand a tenu à rappeler que, comme nous l'écrivions dans le *Bolchévik* n° 121 (novembre-décembre 1992), « il est bien la sanguinaire continuité de cet Etat capitaliste français et qu'il sera jusqu'au bout le "digne" représentant de cette bourgeoisie qui s'est construit un empire sur la sueur et le sang des peuples coloniaux. Le massacre d'octobre 61 - où l'Etat bourgeois, sous la férule de De Gaulle, a fait massacrer plusieurs centaines d'Algériens à Paris - est toujours d'actualité. Tout comme les camps de concentration. »

Les occupants du marais social-



Le Bolchévik
Manifestation parisienne du 21 novembre 1992 contre l'infâme acquittement de la boulangère raciste de Reims qui a abattu Ali Rifa - Les mots d'ordre du cortège de la Ligue trotskyste montrent la voie pour balayer la terreur raciste.

démocrate soi-disant « de gauche », dont l'inévitable LCR, appellent à une manifestation nationale, le 6 février à Paris, « contre le racisme et les exclusions ». Sont également signataires de cet appel les démagogues réactionnaires des Verts, qui réclament des « quotas d'immigration », les dirigeants réformistes chauvins du PCF, qui viennent de relancer à l'occasion leur propagande obscène pour une « maîtrise nationale, démocratique et solidaire [sic] de l'immigration » et qui réclament le développement de « l'ilotage en prise directe sur la vie des cités » (« Six propositions pour la France », *l'Humanité*, 18 janvier), ainsi que... le PS lui-même !

Collaboration de classes sur fond de consensus raciste et chauvin

Cette manœuvre d'une impudence et d'un cynisme à couper le souffle vise évidemment, avec quelques proclamations « antiracistes » et « antifascistes » aussi creuses qu'hypocrites, à jeter les bases d'un nouveau piège de collaboration de classes destiné à prendre la relève de Mitterrand. La fonction d'une telle alliance de collaboration de classes chauvine et raciste sera à nouveau de museler les travailleurs et de les embrigader dans l'union sacrée derrière « leur » bourgeoisie - pour affronter la guerre économique que se livrent les impérialistes, si ce n'est la guerre tout court.

Parmi les participants à cette escroquerie politique de bas étage, seul le PCF fait semblant de croire qu'il est encore possible de rafistoler une nouvelle fois l'« union de la gauche » derrière un régime déjà secoué par le hoquet de la mort. Cet acharnement thérapeutique s'explique aisément par le fait que les dirigeants du PCF sont menacés de perdre dans la débâcle électorale annoncée leur groupe parlementaire. Du coup, Marchais n'a d'autre choix, pour supplier Fabius et Cie d'aider le PCF à sauver au moins quelques-uns de ses députés, que de réaffirmer son attachement au « rassemblement des forces progressistes, de gauche » et d'annoncer à l'avance qu'aux législatives le PCF appellera au second tour à voter pour les candidats du PS (*l'Humanité*, 14 janvier).

Avant comme après les élections, la direction du PCF, semblable à un cheval de corbillard à la retraite qui continue à prendre obstinément le chemin du cimetière, n'a évidemment rien d'autre à proposer qu'une nouvelle alliance de collaboration de classes entre eux-mêmes, les sociaux-démocrates et des forces bourgeoises. Cette alliance sera « aux couleurs de la France », à l'enseigne de « Produisons français » - un programme réformiste chauvin pour défendre « notre industrie », « notre agriculture », « nos marchés » et « notre influence », autrement dit les intérêts des capitalistes français, contre leurs rivaux allemands, japonais et américains, contre les travailleurs et les opprimés de ce pays et d'ailleurs.

Le problème c'est qu'après avoir réaffirmé sa loyauté réformiste en reniant tout ce qui le rattachait à l'Union soviétique, le PCF arrive à la fin des années Mitterrand en si piteux état que la bour-

geoisie ne voit aucune raison d'accepter pour le moment ses offres de service front-populistes.

On voit aussi aujourd'hui grenouiller et s'agiter fébrilement toute une myriade de groupements, dissidents et transfuges du PS ou du PCF autour des Chevènement, Dray et autres Fiterman. S'ils prennent quelque distance avec ce régime usé jusqu'à la corde, c'est pour préparer l'avenir (chacun à son propre compte ou à celui de son clan) et construire une nouvelle future « gauche », une nouvelle alliance de collaboration de classes. La LCR est de toutes ces manœuvres. Pendant toutes ces années, elle a joué les cautions « d'extrême gauche » de Mitterrand, y compris de son offensive antisoviétique. Mais de l'extérieur. Aujourd'hui, elle compte bien se faire accepter dans la nouvelle future « gauche ». Elle est signataire, avec Hermier, Le Pors, Poperen, Rigout, Gallo, de la déclaration « Engagement pour changer à gauche », publiée dans *Rouge* du 3 décembre dernier, qui offre une ébauche de « programme commun » que n'aurait pas reniée la défunte Union de la gauche. A titre d'exemple, voilà comment ils disent vouloir vaincre le chômage, ce fléau inhérent au système d'exploitation capitaliste : « Cela exige certes une croissance de l'industrie et des services mais une croissance humaine refusant comme critère la seule loi du marché, le productivisme et la concurrence exacerbée. » Ce « capitalisme à visage humain » n'est pas juste une sottise sans nom, c'est une arme pour détourner la classe ouvrière de sa nécessaire lutte contre les fondements mêmes du système capitaliste.

Avec une telle bouillie réformiste, Krivine a de quoi convaincre de sa « responsabilité » les Chevènement et autres lieutenants de la bourgeoisie. Soutien à Eltsine, brisage de la grève de Renault-Cléon de 1992, soutien à la grève enseignante centrée sur l'« insécurité » et à sa revendication raciste d'ilotage à Mantes-la-Jolie en décembre 1991, appel à l'intervention impérialiste dans l'ex-Yougoslavie - Krivine a bien mérité une place dans une nouvelle alliance de collaboration de classes.

« En solidarité politique avec la LCR » : les JCR jettent le masque

Au milieu de l'orgie de crétinisme parlementaire des « refondateurs de la gauche » (comme ils se nomment eux-mêmes), une organisation, les JCR-*l'Egalité*, se distingue par une posture plus

combative. Ainsi, ils expliquent, dans un article qui se conclut par « Il faut un Mai 68 qui aille jusqu'au bout », que « virer Mitterrand-Bérégozoy-Soisson sans faire le jeu de Barre-Giscard-Chirac ne peut se faire que d'une seule manière : PAR LA GREVE GENERALE [...] En paralysant la production et les transports, en manifestant par centaines de milliers, le prolétariat remettrait en cause à la fois l'exploitation accrue qu'il subit de la part du patronat, mais aussi le gouvernement » (*l'Egalité* n° 16, novembre 1992).

Mais dans le même article on peut lire à la suite de cet appel à la grève générale : « Et le PS devrait choisir une fois pour toutes : avec le CNPF, Mitterrand et la CEE, ou avec ses électeurs pour une autre politique et un autre gouvernement. » Il y a bien longtemps que le PS a « choisi une fois pour toutes » : en août 1914 quand il s'est rangé dans le camp de son propre impérialisme dans la boucherie de 1914-18. La direction des JCR ne tente là que de refaire une virginité au cadavre puant de la social-démocratie ! Il ne s'agit pour elle que, en guise d'alternative à ce gouvernement discrédité, de « pousser le PS à gauche » au moyen de la grève générale - mais aucunement de remettre en question le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Au contraire, pour nous, comme l'explique Trotsky dans « Encore une fois, où va la France ? » (*Oeuvres*, tome 5), « l'importance fondamentale de la grève générale [...] réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. [...] la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ? »

En fait d'« opposition totale aux partisans de l'unité avec la bourgeoisie » (proclamée dans leur plate-forme électorale), les centristes des JCR appellent à constituer un groupe de pression sur la « gauche » : « Il faut enfin que les organisations révolutionnaires s'entendent et présentent partout des listes unies. Ces listes doivent être constituées sur la base d'un programme de lutte des classes, qui doit être proposé à l'ensemble des forces de gauche » (*l'Egalité* n° 17, décembre 1992). Une version « lutte de classe » de la politique de ses aînés de la LCR « pour changer à gauche » ! Revendiquer une « gauche » sur un programme lutte de classe a un nom dans l'histoire du mouvement ouvrier : c'est le « front populaire de combat ». Cette politique centriste par excellence, que prône aujourd'hui la direction des JCR, n'est qu'un remake grotesque de la politique de ses aînés de la LCR dans les années 1970 - politique qui les a transformés en porteurs d'eau de Mitterrand et en antisoviétiques forcés.

La plate-forme électorale des JCR pour les législatives, publiée dans *l'Egalité* de novembre dernier, n'est que l'expression de cette « confusion cristallisée » dont Trotsky aimait à dire qu'elle est caractéristique du centrisme. A commencer par le titre qui en dit long sur leurs illusions (déçues) à l'égard de Mitterrand : « Douze ans de trahison, ça suffit ! » Mitterrand n'a certainement trahi que les illusions de ses suivistes d'« extrême gauche », aucunement ses promesses antiouvrières, et ce sont les PCF et autres LCR qui ont trahi la classe ouvrière en appelant à voter Mitterrand.

Suite page 14

Rectificatif

Dans notre article « Mitterrand : des crimes de Vichy au crime du sang contaminé - Sida : l'Etat meurtrier » (*le Bolchévik* n° 120, septembre 1992), on peut lire : « Et il faudra attendre le 1^{er} août 1985 pour que le dépistage devienne obligatoire pour les donneurs de sang. » Cette mauvaise formulation pourrait être comprise comme un soutien donné au dépistage obligatoire des gens dans certains cas, au lieu du dépistage du sang dans tous les cas. Comme nous l'écrivions dans l'article « Sida : A bas la chasse aux sorcières ! » (*le Bolchévik* n° 81, mars 1988) : « Nous, marxistes, sommes catégoriquement opposés à tout "dépistage systématique", c'est-à-dire obligatoire, du virus du sida [...]. Il s'agit d'un choix douloureux qui ne peut être que volontaire et rigoureusement anonyme (et gratuit). Et dans la mesure où il n'existe aucun traitement, un dépistage systématique ne peut être que punitif : isolement, interdits professionnels, refus d'assurance, etc. »

Fabius, Dray et Krivine sautent sur Sarajevo

24 janvier - Les forces nationalistes procapitalistes qui ont détruit l'Etat ouvrier déformé yougoslave pour le compte de l'impérialisme ont aujourd'hui plongé cette partie des Balkans dans une guerre civile intercommunautaire sanglante. L'ex-Yougoslavie est devenue le Liban de l'Europe, avec une multitude de forces nationales/ethniques engagées dans un tourbillon macabre d'atrocités sans nom et d'alliances changeantes. La guerre civile, où la « purification ethnique » est pratiquée par tous les camps, a jeté sur les routes plus de deux millions de réfugiés. L'ONU estime que 400 000 personnes sont menacées de mourir cet hiver, de froid, de maladie et de faim.

Ces dernières semaines, l'opinion publique française a été la cible d'une délirante campagne de bourrage de crânes antiserbe. Alors que les affiches de l'organisation « humanitaire » Médecins du monde assimilaient explicitement le président serbe Slobodan Milosevic et l'expansionnisme grand-serbe à Hitler et aux nazis, les nationalistes musulmans au pouvoir en Bosnie étaient parés de toutes les vertus démocratiques. En visite à Paris, le président bosniaque Izetbegovic était fêté par cette même « intelligentsia » anticommuniste ignare et corrompue qui acclamait hier les cléricaux-réactionnaires de Solidarność et les fanatiques obscurantistes afghans, et qui réclame aujourd'hui à cor et à cri une intervention militaire occidentale aux côtés de la « Bosnie démocratique et pluriethnique ». Même si une telle intervention ne paraît pas actuellement à l'ordre du jour, cette campagne belliciste vise, au-delà de la crise actuelle, à habituer et « préparer » idéologiquement la population à de futures aventures militaires impérialistes, y compris en Europe.

La bourgeoisie française n'est pas enthousiaste à l'idée d'une guerre contre les milices et l'armée serbes. Sans parler de son coût militaire probable, une telle opération pourrait facilement faire exploser toute la poudrière de conflits nationaux des Balkans. En outre, Paris de même que Washington et Londres ne sont, quoi qu'ils en disent, pas fondamentalement hostiles à l'existence d'un Etat serbe fort - sachant que la Serbie est historiquement un allié des impérialismes britannique et français, tandis que les sécessionnistes de Croatie et de Slovénie ont pour protecteur le Quatrième Reich allemand réunifié. Pour toutes ces raisons, ils privilégient pour le moment, afin de restaurer leur « ordre » dans les Balkans, la solution diplomatique en cours de négociation à Genève, qui prévoit un partage du territoire de la Bosnie-Herzégovine entre les nationalistes serbes, croates et bosniaques - ce qui n'exclut évidemment pas de faire jouer ses muscles pour amener les Serbes (et éventuellement les autres protagonistes) à composition.

Si cependant une coalition de puissances occidentales était assez stupide pour entreprendre une action militaire contre les Serbes de Bosnie ou le régime de Belgrade, nous, trotskystes, serions militairement aux côtés des milices et de l'armée serbes contre les agresseurs impérialistes. Tout en continuant à ne soutenir aucun des camps dans le bain de sang intercommunautaire actuel, nous nous opposons résolument au blocus impérialiste contre la Serbie et à toute tentative d'imposer le « nouvel ordre mondial » dans l'ex-Yougoslavie.

Une partie importante de la social-démocratie française et de ses satellites politiques s'est jointe à l'union sacrée autour de la « pauvre petite Bosnie ». Figure clé de la « gauche » du PS spécialisée dans la démagogie « antiraciste » et « antifasciste », créateur de SOS-Racisme, le député Julien Dray, ex-dirigeant de la LCR, a ouvert le feu en appelant, dans

un texte signé en commun avec un député de droite, à « une frappe aérienne "chirurgicale" pour neutraliser les batteries serbes qui martyrisent Sarajevo, Mostar ou Goradze » (*le Monde*, 22 décembre 1992), avant d'être rejoint début janvier dans son exaltation guerrière par le premier secrétaire du PS, Laurent Fabius.

De son côté, le PCF s'efforce d'organiser, pour l'instant sans grand succès, un rassemblement de collaboration de classes entre tous les « partisans de la paix » autour du mot d'ordre « Non à la guerre, oui à la négociation », avec comme perspective de faire pression sur Mitterrand pour qu'il contribue à une « solution politique pacifique » à la guerre civile yougoslave. « *La France*, proclame ainsi

Ce même tract affirme que « pour contrer les plans de purification ethnique, nous ne pouvons faire confiance à une intervention militaire de l'ONU, qui vise à stabiliser les zones d'influence des milices serbes et croates en Bosnie, oubliant Sarajevo ! » Catherine Samary surenchérit dans *Rouge* (n° 1524, 7 janvier) en écrivant qu'« il faut exiger que toute aide et intervention soient subordonnées à la défense bosniaque ». La LCR critique donc Mitterrand et les autres criminels de guerre impérialistes parce qu'ils ne vont pas « casser du Serbe » à Sarajevo, auquel cas ces « révolutionnaires » n'auraient aucun scrupule à se retrouver dans la même tranchée que les soudards de Mitterrand, élèves de Bigeard et Massu !

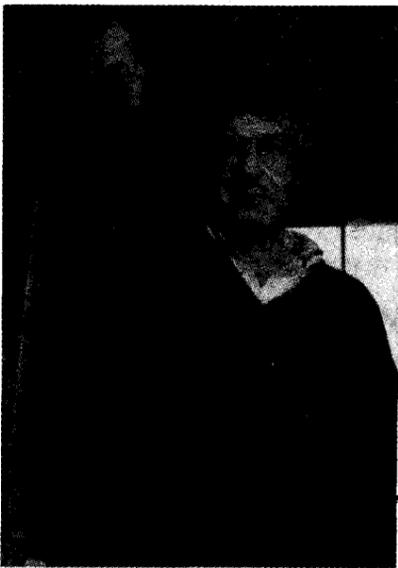
Le va-t'en-guerre Krivine (ci-dessous) rejoint les Fabius et Dray (ci-contre) dans la campagne de bourrage de crânes pour appeler les impérialistes à aller « casser du Serbe » !



Der Spiegel



Gamma



Nouvel économiste

Jean-Paul Piérot dans *l'Humanité* du 6 janvier, qui a fourni le plus fort contingent de casques bleus, peut jouer un rôle efficace au service de la recherche d'une issue pacifique. » Comme si l'impérialisme français pouvait soudain se convertir à l'amour de l'humanité grâce aux efforts des « forces de paix » ! Les impérialistes estiment ne pas avoir intérêt, aujourd'hui, à une intervention militaire dans les Balkans, mais la « solution négociée » avec laquelle ils cherchent à imposer leur domination ne fait que préparer de nouveaux massacres intercommunautaires.

Les émules les plus enthousiastes du « bombardier bosniaque » Dray à la « gauche de la gauche » se recrutent aujourd'hui dans la misérable succursale social-démocrate du PS qu'est la LCR. Après avoir signé (en la personne de son dirigeant Alain Krivine) un appel aux gouvernements impérialistes de la CEE à « agir collectivement » (et par « tous les moyens ») dans l'ex-Yougoslavie (*le Monde*, 26 août 1992), la LCR demande en effet maintenant aux « forces qui se réclament de la justice et du progrès, qui sont solidaires des peuples serbe, croate et musulman [...] une intervention en solidarité avec les milices bosniaques pluriethniques » (*Rouge* n° 1524, 7 janvier). Un tract distribué par la LCR dans la région rouennaise le 13 janvier précise la nature de cette solidarité en réclamant « des médicaments, des armes... Pour les défenseurs de Sarajevo ! » Et pourquoi pas du sérum avec un expert (un de ceux qui ont perdu leur travail avec le scandale du sang contaminé) ?

Si jamais l'impérialisme français s'avisait de suivre les conseils de ces va-t'en-guerre, il aurait tôt fait de mettre l'Europe à feu et à sang, en route d'un pas décidé vers une troisième guerre mondiale thermonucléaire.

La LCR apporte par ailleurs son soutien au « mouvement antiguerre en Serbie » (*Rouge* n° 1523, 24 décembre 1992). Et dans un appel signé en commun avec toute une série d'organisations de « gauche », elle exhorte le gouvernement français à « utiliser tous les moyens à sa disposition » pour apporter « l'aide technique et matérielle dont ils ont besoin » aux « médias locaux indépendants » (*Rouge* n° 1524, 7 janvier). Il y a une station de télévision « indépendante » à Belgrade, c'est celle que Bush, faisant une exception au blocus, a soutenue ! Ce que voudraient Krivine et Cie, c'est contribuer activement au renversement du régime nationaliste de Milosevic par l'« opposition démocratique » serbe, elle aussi nationaliste serbe et procapitaliste mais plus directement inféodée à Paris et Washington (et dont la figure de proue était le rival malheureux de Milosevic dans les élections de décembre dernier, le milliardaire serbo-américain Milan Panic). Ces gens rêvent tout haut de revenir au bon vieux temps de la « solidarité avec Solidarność », quand ils servaient de commandos de choc « trotskystes » des menées contre-révolutionnaires de Mitterrand en Pologne !

Qu'en pense la direction centriste des JCR-*l'Egalité*, qui vient récemment de réaffirmer sa « solidarité politique » avec

la LCR ? Au moment où la LCR proclamait sa solidarité avec le régime nationaliste bosniaque (elle ne critiquait pas encore Mitterrand pour ne pas massacrer les Serbes), les JCR expliquaient que « c'est aux travailleurs eux-mêmes d'organiser la solidarité, en premier lieu avec les travailleurs de Bosnie » (*l'Egalité* n° 17, décembre 1992). Cet appel à la « solidarité des travailleurs avec les travailleurs de Bosnie » n'est en fait qu'une version « ouvrière » de la « solidarité avec les Bosniaques », le cri de guerre pour une intervention militaire impérialiste contre les forces serbes. Dans ce domaine comme dans les autres, le verbiage « révolutionnaire » des JCR n'est pas autre chose qu'une couverture de gauche pour la politique proimpérialiste des réformistes discrédités du PS et de la LCR.

Dans la guerre civile nationaliste qui a détruit ce qui était jadis l'Etat ouvrier déformé yougoslave, et où les travailleurs n'ont aucun camp à choisir, les sinistres clowns de Pouvoir ouvrier/Workers Power ont successivement soutenu tous les camps. Ils ont successivement capitulé devant le nationalisme croate, les fascistes tchetniks serbes et maintenant les nationalistes musulmans.

Le 18 juillet dernier, à Vienne, les camarades autrichiens de Pouvoir ouvrier avaient soutenu et participé à une manifestation organisée par des monarchistes et des fascistes grand-serbes, héritiers proclamés des nerfs anticommunistes tchetniks (voir le compte-rendu de cette manifestation publié dans *Pouvoir ouvrier*, automne 1992, et notre article « Vienne : Pouvoir ouvrier manifeste avec des monarchistes serbes et des Tchetniks fascistes », *Workers Hammer* n° 132, novembre-décembre 1992). Aujourd'hui, ils appellent à « combattre pour l'établissement du contrôle militaire des forces musulmanes sur toutes les régions de la Bosnie-Herzégovine » (supplément à *Pouvoir ouvrier* n° 22, décembre 1992) - autrement dit, à donner aux nationalistes bosniaques les moyens d'exercer des représailles sanglantes sur les communautés serbes de Bosnie !

En l'absence totale de toute boussole programmatique trotskyste ainsi que de toute espèce de principe, les centristes de droite sans vergogne de Pouvoir ouvrier peuvent aller à peu près dans n'importe quelle direction. Ils n'avaient pas hésité à appeler les impérialistes britanniques à aider les nationalistes réactionnaires des Pays baltes contre ce qui était encore l'Etat ouvrier soviétique. Pouvoir ouvrier n'est « conséquent » que dans sa stalino-phobie de « troisième camp » et son enthousiasme pour les nationalismes réactionnaires (qui en l'occurrence sont engagés dans une concurrence meurtrière).

La ligne (les lignes ?) de Pouvoir ouvrier sont l'antithèse même d'un programme internationaliste révolutionnaire pour les Balkans. Les partisans communistes de Tito, qui avaient combattu les pogromistes oustachis comme tchetniks et les envahisseurs fascistes allemands et italiens, étaient sortis victorieux de la guerre avec une énorme autorité morale : ils représentaient la seule force unificatrice pour les nationalités de Yougoslavie. Mais la question nationale ne pouvait pas être résolue à l'intérieur des frontières de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, et les « réformes de marché » et l'« auto-gestion » du régime stalinien de Tito ont pavé la voie à la contre-révolution capitaliste et à de nouveaux carnages intercommunautaires. Aujourd'hui, une nouvelle génération de militants yougoslaves internationalistes prolétariens doit être regroupée et soudée sur la base d'un programme authentiquement communiste, pour combattre les menées contre-révolutionnaires, dans un combat pour le pouvoir des soviets. ■



Allemagne : Mobilisations ouvrières/immigrées contre les expulsions et la terreur nazie !

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le numéro 100 (janvier) de Spartakist, le journal de nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD).

Après le pogrome nazi de Rostock, où des Tziganes et 115 Vietnamiens ont échappé de justesse à la mort, le gouvernement allemand prépare maintenant l'expulsion d'environ 20 000 des derniers ouvriers originaires du Vietnam, du Mozambique et d'autres pays qui travaillaient sous contrat en RDA. La bourgeoisie s'acharne tout particulièrement sur les ouvriers sous contrat, dans le cadre de sa campagne revanchiste contre tout ce qui peut rappeler la RDA. Dans le contexte d'attentats à la bombe incendiaire qui se chiffrent par milliers et qui ont atteint leur point culminant avec les assassinats nazis de Mölln [où trois membres d'une famille turque avaient été brûlés vifs dans leur maison, victimes d'une bombe incendiaire], les SPD/CDU ont décidé de fermer les frontières de la Grande Allemagne et d'appliquer le mot d'ordre des fascistes, « Les étrangers dehors ! » Le 3 janvier, un ouvrier mozambicain, Manuel T., était agressé à coups de batte de baseball et hospitalisé dans un état grave. Le Spartakist-Arbeiterpartei appelle de façon urgente à une manifestation le 7 janvier, devant le foyer immigré de la Gehrenseestrasse, à Berlin [ce rassemblement a réuni une centaine de personnes, dont des sympathisants du PDS et des « Jeunes contre le racisme en Europe », liés au groupe britannique Militant]. Il est grand temps que le mouvement ouvrier tout entier organise de puissantes actions de protestation, prenne des mesures pour empêcher les expulsions annoncées et organise la défense des foyers de réfugiés et d'ouvriers sous contrat face à la terreur nazie.

Après Mölln, où les meurtres ont frappé des familles immigrées qui vivaient là depuis des années, le puissant mouvement ouvrier ouest-allemand, avec sa composante immigrée stratégique, a été forcé de prendre position sur la question de la lutte contre la terreur nazie.

Ainsi, à Opel-Rüsselsheim, où un quart des ouvriers sont des immigrés, a eu lieu une manifestation de protestation spontanée, qui a amené le directeur du groupe automobile, effrayé à la perspective d'autres actions, à exprimer son « inquiétude » avec son carnet de chèques [en offrant une récompense pour l'arrestation de l'assassin et de l'argent à la famille des victimes]. Les ouvriers de l'usine de produits chimiques de Reinbek, près de Mölln, ont cessé le travail, et plus de 300 ouvriers, principalement turcs, ont participé à des rassemblements de protestation. Par la suite, des ouvriers turcs ont organisé des patrouilles dans les rues de Mölln. Un nombre toujours croissant d'ouvriers immigrés comprend la nécessité de l'autodéfense, ainsi que des écrivains comme Golo Mann et Ralph Giordano, parce que cet Etat raciste n'a absolument aucune intention de les protéger contre les nazis.

Les expulsions sont une menace pour le mouvement ouvrier tout entier. Le 17 décembre dernier, l'IG Metall a affirmé son opposition à ces mesures. Dans une lettre adressée aux ministres présidents des Länder [régions], le syndicat soulignait que les nazis « voient leurs mots d'ordre confirmés par une expulsion ». A Rostock, le conseil d'usine du chantier

naval Neptune a lui aussi protesté. Mais il ne suffit pas de bombarder ceux qui ordonnent les expulsions avec des lettres et des motions de protestation. L'IG Metall et les autres syndicats, avec leurs millions d'adhérents, doivent mobiliser leur puissance sociale – cette puissance qu'on a pu voir en action pendant la grève de la fonction publique du printemps dernier !

Seule la classe ouvrière possède à la fois l'intérêt et la puissance nécessaire pour infliger aux fascistes une réelle défaite. Menacés par des licenciements massifs à Opel, Mercedes, VW et dans des industries entières, les ouvriers ne doivent pas se laisser diviser et amputer de leur composante immigrée combative. La défense ouvrière/immigrée déterminée et organisée d'un foyer, en organisant aussi les jeunes, les Tziganes, les Juifs, les homosexuels et tous les autres antifascistes, enverrait un signal au pays tout entier.



Berlin, 19 octobre 1991 – Un millier de Vietnamiens et d'autres manifestants dans la rue contre les agressions fascistes. Sur les pancartes : « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! » et « CDU/SPD/Verts/PDS : front populaire raciste du Quatrième Reich ! »

ployés non affilié à la DGB], a appelé à un quart d'heure de grève pour le 29 janvier, à la veille du soixantième anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler. Les organisateurs berlinois de cet appel déclarent, dans une « lettre à recopier » : « En 1933, la grève générale du mouvement ouvrier allemand n'a pas eu lieu. Aujourd'hui, il s'agit de démontrer que nous avons appris de l'histoire. » Mais apprendre de l'histoire signifie précisément ne pas répéter la terrible trahison perpétrée par le SPD et par le KPD [le parti communiste allemand] de Staline/Thälmann – qui ont saboté la grève générale à la dernière minute, mais aussi toutes les mesures nécessaires pour mener un combat en commun contre les nazis. A l'époque, les trotskystes luttèrent pour des actions de front unique de masse, qui auraient permis de stopper les nazis. Au lieu de minutes de silence avec les patrons pour « commémorer les atrocités nazies », nous avons besoin de telles

actions pour stopper les atrocités nazies aujourd'hui.

Mais aujourd'hui, il est avant tout nécessaire d'arracher le contrôle politique des mains des bureaucrates. Ces gens redoutent plus que tout autre chose l'action indépendante de la classe ouvrière et veulent transformer la volonté d'en découdre des travailleurs en manifestations nationalistes allemandes, du genre des chaînes humaines lumineuses pour redresser l'image à l'étranger » de l'Allemagne. (Il est révélateur que même les fascistes *Republikaner* de Friedrichshain aient participé à la chaîne humaine « anti-raciste » lumineuse à Berlin.) Les capitalistes et les hypocrites de Bonn ne veulent pas seulement assurer la promotion de leurs exportations, ils veulent aussi mener les expulsions avec une conscience claire, tout en pressurant une partie des immigrés comme esclaves salariés, « tout en bas de l'échelle » [« ganz unten » – le titre original du livre de Günter Wallraff *Tête de Turc* sur la condition des ouvriers turcs en Allemagne de l'Ouest]. Le même genre d'« antiracisme » se retrouve dans la revendication de quotas d'immigration des Verts, ou dans celle du PDS [héritier du SED, l'ancien parti stalinien au pouvoir en RDA] qui réclame une loi sur

l'immigration « avec la tête froide » (*Neues Deutschland*, 9 novembre 1992). Le PDS, dont l'ex-secrétaire général Gysi est au mieux avec le dirigeant de la CDU/CSU Diestel, participe à la chasse aux sorcières raciste de Seitzers/Heckelmann [chefs de la police fédérale et berlinoise] en réclamant « davantage de police ».

Les premiers à être persécutés sont les réfugiés, avant tout les Tziganes, victimes du génocide nazi sous le Troisième Reich. Ils sont traités en criminels et maintenant systématiquement expulsés, servant de boucs émissaires pour les effets catastrophiques de la réunification allemande. Halte aux expulsions en masse des Tziganes par Kohl/Lafontaine ! Tous ceux qui vivent ici doivent avoir les mêmes droits. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Après le massacre de Mölln, des appels stridents à la « non-violence » ont fait leur apparition, parce que la bourgeoisie panique quand elle voit des ouvriers turcs et kurdes organiser leur autodéfense. La « violence », c'est la terreur policière contre les antifascistes et les immigrés – comme à Hambourg, ville dirigée par le SPD, où après les funérailles pour les victimes des assassins de Mölln, des manifestants turcs, dont le père du jeune Yeliz Arslan [une des victimes], ont été brutalement matraqués par la police à l'aéroport de Hambourg. L'appel à « interdire » les fascistes ne fait que créer de dangereuses illusions. L'Etat défend son « monopole de la violence » pour traîner les antifascistes devant les tribunaux, envahir les locaux des organisations de gauche et immigrées et les réprimer.

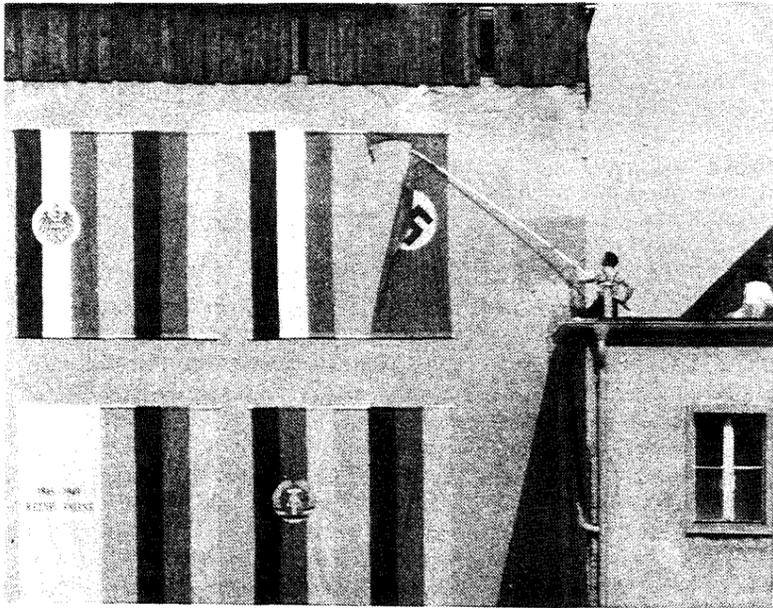
Des dizaines de milliers de jeunes sont descendus dans les rues pour protester contre les agressions nazies et la politique raciste du gouvernement et du SPD sur les réfugiés. Certains groupes de jeunes, allemands et immigrés, ont tenté de nettoyer eux-mêmes des nids de nazis bien connus. D'autres ont constitué des réseaux d'alarme pour mobiliser contre des agressions nazies ou organiser des gardes devant les foyers de réfugiés, comme par exemple SOS-Rassismus, qui font appel à la police quand les choses deviennent sérieuses. Dans tous ces cas, ce qui manque c'est la puissance sociale des gros bataillons de la classe ouvrière.

Dans plusieurs villes, les syndicats ont « adopté » des foyers voisins ou organisé, comme chez Hoesch à Dortmund, des réseaux d'alarme pour défendre leurs camarades de travail menacés. C'est un début, mais ce qui est nécessaire de toute urgence, ce sont des groupes de défense ouvriers organisés devant les foyers, et des mobilisations ouvrières/immigrées massives pour empêcher les provocations fascistes.

L'Anschluss de la RDA a donné un énorme élan à la terreur nazie. Le SpAD a été construit dans une lutte inflexible contre la réunification capitaliste et le bradage de la RDA par le SPD/PDS. Le combat contre le fascisme doit être lié à une lutte défensive la plus large des travailleurs contre les ravages de la réaction capitaliste – depuis la lutte contre le chômage jusqu'à la défense des femmes et des minorités. Pour arriver à écraser les fascistes, nous avons besoin d'une révolution ouvrière, qui détruira une bonne fois pour toutes le terreau sur lequel ils prospèrent. Le SpAD combat pour gagner des ouvriers, des immigrés, des réfugiés, des jeunes pour construire un parti révolutionnaire qui conduira la révolution socialiste à la victoire. ■

Berlin

Procès contre les spartakistes pour avoir arraché le drapeau nazi



Nos camarades ont déchiré un drapeau à croix gammée près de la porte de Brandebourg, puis déroulé une banderole rouge qui proclamait : « L'Armée rouge a écrasé le régime nazi ! »



L'article ci-dessous est adapté de Spartakist n°100 (janvier). Il a été publié quelques jours avant que les maîtres du Quatrième Reich, voyant que leur acharnement contre un Erich Honecker malade mais courageux et digne donnait une trop mauvaise « image de l'Allemagne », décident de libérer l'ancien dirigeant de la RDA.

Le 17 février, quatre partisans du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) et du Komitee für soziale Verteidigung (KfsV - Comité de défense sociale) passeront en jugement devant le tribunal de Berlin-Tiergarten pour « violation de domicile ». Leur « crime » ? Le 23 juin 1992, ils avaient décroché un gigantesque drapeau à croix gammée qui flottait depuis le mois de mai sur la galerie Pariser Platz, près de la Porte de Brandebourg. Par cette action, ils avaient mis fin à une provocation scandaleuse qui avait horrifié des milliers de gens et qui constituait une véritable giflette pour tous les survivants de la terreur nazie et tout être humain décent.

La croix gammée n'est pas un « objet d'art », comme il est dit dans l'acte d'accusation contre les quatre antifascistes. Werner Brand, parlant au nom du KfsV, avait déclaré : « Nous ne tolérerons pas cela ! La croix gammée représente le meurtre effroyable de six millions de Juifs, des Tziganes, des homosexuels et d'autres minorités, des communistes et des antifascistes. » C'est le drapeau meurtrier des lâches bandes nazies, de Mölln à Rostock et Berlin.

Mais à 16h30, cet après-midi du 23 juin dernier, il n'y avait plus de croix gammée près de la Porte de Brandebourg. De courageux antifascistes s'étaient saisis de ce symbole du génocide pour le brûler. Immédiatement après, une banderole spartakiste portant les mots « L'Armée rouge a écrasé le régime nazi » était déployée depuis le toit de la galerie.

Un représentant de la galerie avait appelé la police et quatre spartakistes furent arrêtés pendant un court moment. Mais suite aux protestations énergiques d'un certain nombre de spectateurs qui leur étaient favorables, ainsi que de passants de différentes nationalités, dont des sympathisants du groupe kurde PKK, ils furent relâchés. Aujourd'hui, après le pogrome raciste de Rostock et les meurtres nazis de Mölln, les quatre antifascistes passent en jugement pour leur acte d'hygiène : Werner Brand, Ronald Krüger

(photographe pour le journal Spartakist), Renate Dahlhaus et Toralf Endruweit (tous deux étaient les porte-parole spartakistes dans le gigantesque rassemblement antifasciste de Treptow, en janvier 1990, et candidats dans les dernières élections au Bundestag).

Selon le code pénal de la bourgeoisie, la croix gammée est interdite. Mais qui pourrait s'attendre à voir l'Etat qui se proclame lui-même le successeur du Troisième Reich agir contre des symboles nazis ? En réalité, sa police protège les nazis dans leurs attaques contre des foyers pour réfugiés et les victimes des nazis sont expulsées ou traitées en criminels. Derrière le tohu-bohu contre la « violence » et « l'extrémisme de droite et de gauche », il y a la persécution raciste des réfugiés et des immigrés, ainsi que la répression policière accrue contre les antifascistes. C'est pourquoi les appels à « avantage de police » et à interdire les fascistes venant des réformistes comme ceux du PDS, appels par lesquels ils se lient à la coalition raciste de tous les partis à Bonn, sont tellement dangereux. Et notre procès en est une démonstration supplémentaire. La réunification capitaliste, acceptée par le SPD, le PDS et leurs suiveurs de « gauche », a préparé le terrain pour les fascistes. La CDU/CSU et le SPD acceptent leur mot d'ordre meurtrier « Les étrangers dehors ! » en fermant les frontières et en organisant des expulsions de masse.

Le vrai visage de la classe dirigeante a été récemment révélé par Karl Dersch (membre du conseil d'administration de la firme aéronautique Deutsche Aerospace, du directoire de l'Association fédérale de l'industrie allemande, etc.), quand il a déclaré qu'il faisait flotter chez lui son exemplaire « personnel » du drapeau de guerre du Reich.

Le Quatrième Reich veut réhabiliter le Troisième : c'était l'objectif de l'hommage obscène rendu par Kohl et Reagan aux tombes SS de Bitburg. La bourgeoisie d'Auschwitz s'est une fois encore mise en marche pour dominer l'Europe. Ses hommes de main du SPD sont à l'avant-garde de la chasse aux sorcières anticommuniste - dont le point culminant est le procès-spectacle d'Erich Honecker, qui s'est ouvert dans le tribunal d'Etat du Tiergarten, dans le même bloc d'immeubles - afin de venger la victoire de l'Armée rouge. Et le PDS coopère dans cette

chasse aux sorcières qui le dévore lui-même. Libération d'Erich Honecker et de tous les représentants de l'Etat ouvrier déformé qu'était la RDA, où le système de la croix gammée avait été totalement détruit !

Toralf Endruweit expliquait : « Nous sommes fiers d'avoir déchiré le drapeau nazi. Nous montrerons dans ce procès ce que signifie la croix gammée, dans le Troisième et le Quatrième Reich. Nous montrerons ce que ce drapeau du meurtre signifie pour les survivants antifascistes du Troisième Reich, pour les Juifs, les Tziganes, les communistes, les homosexuels, pour les Allemands héroïques qui ont combattu dans l'Armée rouge contre la barbarie de leur propre bourgeoisie, ainsi que pour les travailleurs vietnamiens de Rostock qui ont failli être victimes d'un nouvel holocauste, pour les amis, les parents et les collègues de ceux qui ont été assassinés pendant ces dernières années, d'Amadeu Antonio à Silvio Meier et à la famille Arslan, tous victimes de la racaille en chemise brune. Leur mort nous fait obligation de réagir et nous les vengerons, comme nous vengerons toutes les victimes

des nazis, et avant eux des Freikorps qui ont assassiné Liebknecht et Luxemburg sous le signe de la croix gammée. Pour éliminer les fascistes une bonne fois pour toutes, nous avons besoin d'une révolution ouvrière qui vengera les victimes de l'holocauste nazi. C'est ce pourquoi le Spartakist-Arbeiterpartei se bat. »

Faisons du procès des antifascistes le procès du drapeau du génocide nazi et le procès de l'Etat raciste qui encourage et protège les bandes fascistes ! Soutenez cette campagne, mobilisez parmi vos amis, dans vos syndicats, vos écoles et vos organisations. Envoyez vos déclarations anti-croix gammée au tribunal de district de Tiergarten, Turmstrasse 91, W-1000 Berlin 21, fax : (19) 49 30 39 79 20 10, avec copie de votre lettre ou fax au Comité de défense sociale, organisation sœur du KfsV en France, à l'adresse suivante : CDDS, BP 202, 75822 Paris cedex 17. Le CDDS transmettra également au KfsV les contributions financières à la campagne de défense ; libellez vos chèques à l'ordre du CDDS, en précisant « Campagne de défense des antifascistes de Berlin ».

Lettre de soutien

Plus jamais le fascisme ! A bas les croix gammées !

Nous reproduisons ci-dessous une lettre de Karl Kielhorn, emprisonné dans le camp nazi de Dachau pendant la Deuxième Guerre mondiale et qui fut le dirigeant d'un groupe de prisonniers allemands antifascistes. Après l'Anschluss de la RDA, il fut accusé par la « justice » du Quatrième Reich en même temps qu'un autre héros antifasciste, Gerhard Bögelein, pour le « crime » d'avoir, en 1947, dans le camp de prisonniers de guerre de Klaipe (Lettonie), tué un juge militaire qui avait envoyé à la mort plus d'une centaine de partisans soviétiques et soldats allemands. Les juges de Kohl n'ayant pu réunir des preuves suffisantes, Kielhorn a été relâché en 1992. Bögelein, condamné à la prison à vie, vient d'être remis en liberté.

L'ordre de mon arrestation, daté du 4 juin 1940 (IVc2 Haft n° 2503/1273/40g.), signé par Heydrich [le chef de la Gestapo], porte le sceau de la Gestapo, avec l'aigle à la croix gammée.

Mon chemin de croix à travers les camps de concentration et les bataillons

disciplinaires a été accompagné par des drapeaux à croix gammée.

Et puis, en plein Berlin, où il y a 60 ans les colonnes de SA en chemise brune défilaient avec des flambeaux et des drapeaux à croix gammée sous la porte de Brandebourg, a été hissé un gigantesque drapeau à croix gammée.

Je comprends la respectable colère des quatre jeunes gens qui ont décroché et brûlé ce drapeau. Toralf Endruweit et ses trois camarades sont maintenant censés répondre de cela dans le box des accusés en février 1993, dans le tribunal de district de Tiergarten.

Par cette déclaration, je proteste vivement contre cela !

La seule croix gammée que j'aime, c'est celle qui est écrasée sous les bottes du soldat soviétique qui tient un enfant dans ses bras, en haut du monument aux héros soviétiques tombés au combat, à Treptow Park.

Karl Kielhorn, PDS
Membre du bureau de l'Association du camp de Dachau

Un partisan soviétique de la LCI analyse la destruction de l'URSS

Le rôle clé de la destruction de la conscience du prolétariat

Nous publions ci-dessous la traduction d'une intervention prononcée par le camarade Volodia K. à la deuxième conférence internationale de la Ligue communiste internationale.

Je pense que la raison clé de la destruction de l'Etat ouvrier soviétique a été la destruction de la conscience du prolétariat, un processus qui a commencé avec la liquidation par Staline de l'Opposition de gauche de Léon Trotsky, qui représentait la conscience de la classe ouvrière. La tragédie, c'est que le relâchement du contrôle stalinien n'a pas été exploité par la classe ouvrière pour ses propres objectifs, mais par la bourgeoisie pour les siens propres - objectifs pour lesquels elle a réellement aujourd'hui très peu de soutien.

En août 1991, nous avons vu des événements décisifs. La question était posée : soit la bourgeoisie, ou peut-être est-il plus précis de dire des parties de la bureaucratie stalinienne, qui a reçu un coup mortel, iraient de l'avant dans la voie de la consolidation d'un Etat bourgeois, soit la classe ouvrière entrerait en scène pour son propre compte. A ce moment, la classe ouvrière aurait pu profiter d'une occasion de prendre le pouvoir, mais la coalition « rouge-brune » a constitué au contraire un obstacle à cela ; la coalition « rouge-brune », qui ne s'est en aucune manière opposée à la contre-révolution, mais qui au contraire est contre la libéralisation du régime stalinien.

Dans cette situation, comme Trotsky l'avait prédit, aucune section de la bureaucratie n'a été capable de s'opposer à la restauration du capitalisme. Au contraire, ils ont simplement manœuvré pour être en mesure d'occuper les meilleures places dans le cadre de la restauration du capitalisme. Il est très important de reconnaître qu'un Etat bourgeois a été mis en place en Union soviétique. Mais il est aussi important de comprendre que c'est

loin d'être stable, cet Etat est très faible. Ca représente une situation transitoire, mais une transition vers quoi ?

Aujourd'hui, il y a une opposition massive à la période de l'après contre-coup d'Etat. L'appauvrissement et la paupérisation de la population suscitent la haine la plus violente contre Eltsine, mais il n'y a pas d'opposition de gauche pour guider cela. L'opposition qui existe aujourd'hui est seulement pour un Etat fort. Elle partage l'idée que le communisme est une utopie impossible. Elle est orientée vers un Etat fort, un Etat fort basé sur le capitalisme.

Mais comme le régime d'Eltsine est

incapable d'introduire un capitalisme stable, la bourgeoisie est très faible. Faible, parce qu'elle ne s'appuie pas sur du capital. La seule manière d'introduire un capitalisme fort passe par le nationalisme et une répression antiouvrière féroce, comme nous venons de le voir par rapport aux aiguilleurs du ciel. La création de ce Front de salut national dont les camarades ont entendu parler - si ce front arrivait au pouvoir, cela représenterait un nouveau coup décisif porté à la classe ouvrière.

Tous ces staliniens qui pensent que ce sont eux qui manipulent les nationalistes, les soi-disant « patriotes », dans un

bloc temporaire, un bloc par lequel ils peuvent simplement faire tourner la pendule à l'envers pour revenir à l'avant-perestroïka, s'abusent eux-mêmes. En fait, ce qu'ils font, c'est paver la voie à l'établissement d'une dictature corporatiste et fascisante. C'est une très dangereuse illusion que de s'abuser au point de penser qu'il y a maintenant, sur le territoire de l'ex-Union soviétique, des forces capables de se battre contre cette contre-révolution. En fait, toutes ces coalitions s'abusent elles-mêmes en pensant qu'une fois le Front de salut national arrivé au pouvoir, elles pourront alors ressusciter leur propre pouvoir. C'est répéter les rodontades du PC allemand en 1933, qui disait « Après Hitler, nous ». C'est une politique suicidaire.

Quelle est la vraie perspective que nous voyons devant nous ? Concrètement, nous avons une tâche - souder le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire. Ca veut dire une bataille contre les capitalistes, le gouvernement bourgeois actuel. Ca veut dire une révolution socialiste. Autrement, si nous échouons devant cette tâche, un Etat bourgeois corporatiste se consolidera. La clé, c'est d'expliquer à la classe ouvrière que cette politique de soutien aux « patriotes nationaux », comme tactique temporaire, est suicidaire. Une fois ces « patriotes nationaux » arrivés au pouvoir, la classe ouvrière n'aura rien, elle aura la merde de ces gens-là. Si nous ne réussissons pas en cela avec notre propagande, alors c'est ce que recevra la classe ouvrière.

Maintenant, juste quelques mots sur le facteur temps. Je crois qu'avant l'unification de l'Allemagne, il y avait en Union soviétique une possibilité pour une intervention de la LCI, à un moment où les débats et les discussions étaient de savoir qui étaient les vrais héros de l'Union soviétique et de la révolution d'Octobre, et pas les imbécillités actuelles sur comment l'Ouest est le pays de cocagne. ■



Photos Spartakist

Mai 1991 - Dans une base aérienne d'Allemagne de l'Est, des militants allemands et polonais de la LCI prennent la parole devant 300 officiers soviétiques à l'occasion de la commémoration de la victoire de l'Armée rouge sur le Troisième Reich nazi.



l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Cette crise de la direction prolétarienne n'est pas moins aiguë aujourd'hui. Au prolétariat multinational de l'ex-URSS attaqué de toutes parts et aux éléments prosocialistes de l'armée et de l'intelligentsia, nous disons : La tâche clé à laquelle vous êtes confrontés est de former un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste, forgé dans la lutte autour du programme internationaliste qui a mené vos aïeux à la victoire en 1917.

Pourquoi les ouvriers ne se sont-ils pas soulevés ?

La classe ouvrière de l'ex-URSS et le prolétariat mondial dans son ensemble doivent assimiler les leçons de cette défaite amère. Depuis 1917, la social-démocratie a servi ses maîtres bourgeois en aidant et en favorisant directement le revanchisme impérialiste, en cherchant à détruire les conquêtes d'Octobre. Depuis son arrivée au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière soviétique, par une contre-révolution politique en 1923-24, la bureaucratie stalinienne a imposé un isolement étouffant au premier Etat ouvrier, supprimant l'une après l'autre toutes les occasions révolutionnaires internationales. Au nom de la construction du « socialisme dans un seul pays », les staliniens ont - par la terreur et le mensonge -

methodiquement attaqué et érodé tous les aspects de la conscience révolutionnaire et internationaliste qui avait fait de la classe ouvrière soviétique le détachement d'avant-garde du prolétariat mondial.

L'Etat ouvrier isolé a été soumis aux pressions incessantes de l'impérialisme, non seulement l'encerclement militaire et la course aux armements visant à provoquer la banqueroute de l'économie soviétique, mais aussi la pression du marché mondial impérialiste. Comme Trotsky l'écrivait dans l'Internationale communiste après Lénine, « l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchands capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire ». Bien que pendant sa période de croissance extensive l'économie planifiée ait prouvé sa supériorité sur l'anarchie capitaliste, quand le besoin de qualité et de développement intensif s'est affirmé, le carcan bureaucratique a de plus en plus sapé l'économie. Finalement, avec ses « réformes de marché » de la perestroïka et son accord donné à la restauration capitaliste dans toute l'Europe de l'Est, Gorbatchev a ouvert grandes les vannes pour un assaut contre-révolutionnaire direct lancé par Eltsine et Cie.

La bourgeoisie comme les staliniens ont longtemps cherché à tirer un trait d'égalité entre l'Octobre de Lénine et le

régime bureaucratique conservateur de Staline. Mais le stalinisme nationaliste est l'antithèse de l'internationalisme léniniste. L'Etat ouvrier dégénéré soviétique (et les Etats ouvriers déformés qui ont surgi plus tard sur le modèle stalinien) était une anomalie historique, résultant de l'isolement de la Russie économiquement arriérée et de ce que la révolution prolétarienne n'a pas réussi à s'étendre aux pays impérialistes avancés. Le stalinisme représentait un obstacle au progrès vers le socialisme. Comme l'écrivait en novembre 1937 Trotsky dans « Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? » : « ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégager sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante. Une telle possibilité s'est considérablement

approchée [...] »

Bien que le régime stalinien ait pu prolonger son existence à la suite de la victoire héroïque que les masses soviétiques ont remportée sur les envahisseurs nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'analyse marxiste de Trotsky a finalement, malheureusement, été confirmée par la négative.

Pourquoi la classe ouvrière soviétique ne s'est-elle pas rassemblée pour défendre ses acquis ? Comment la contre-révolution a-t-elle triomphé et détruit l'Etat ouvrier sans guerre civile ? Dans son ouvrage fondamental de 1933, Trotsky polémiquait contre les sociaux-démocrates et les tenants de différentes théories d'une « nouvelle classe », qui prétendaient que sous le régime de Staline l'Union soviétique s'était imper-

Suite page 10

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international

Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

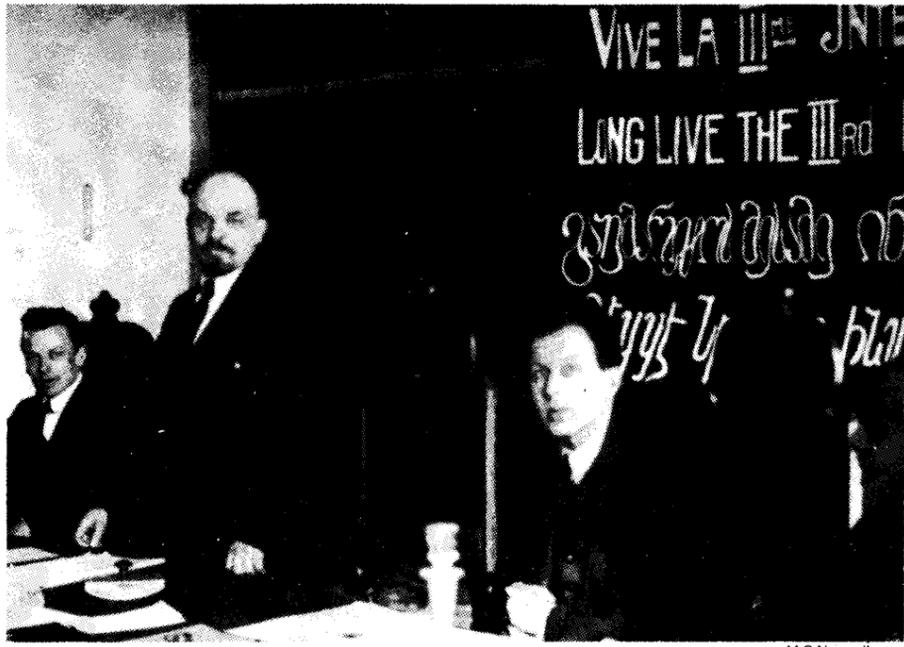
L'Etat ouvrier étranglé...

Suite de la page 9

ceptiblement transformée d'Etat ouvrier en Etat bourgeois sans transformation qualitative de l'appareil d'Etat ou des formes de propriété : « La thèse marxiste du caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir d'une classe à une autre ne se rapporte pas seulement aux périodes révolutionnaires, quand l'histoire se précipite furieusement en avant, mais aussi aux périodes de contre-révolution, quand la société recule. Qui affirme que l'Etat soviétique s'est transformé graduellement d'Etat prolétarien en Etat bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme » (« La quatrième internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Etat soviétique », octobre 1933).

Il n'y a certainement rien eu de graduel ou d'imperceptible dans la contre-révolution sociale dans l'ex-URSS, qui a été extrêmement violente et convulsive dans tout l'ex-bloc soviétique. Cependant, Trotsky avait aussi formulé le pronostic qu'une guerre civile serait nécessaire pour restaurer le capitalisme en Union soviétique, et pour défaire la profonde révolution prolétarienne.

Lors d'une large discussion dans la LCI, il y a deux ans, sur les bouleversements contre-révolutionnaires en RDA et en Europe de l'Est, il a été noté que Trotsky avait poussé trop loin l'analogie entre une révolution sociale dans une société capitaliste et une contre-révolution sociale dans un Etat ouvrier déformé (cf. Joseph Seymour, « Sur l'effondrement des régimes staliniens en



M.S.Nappelbaum

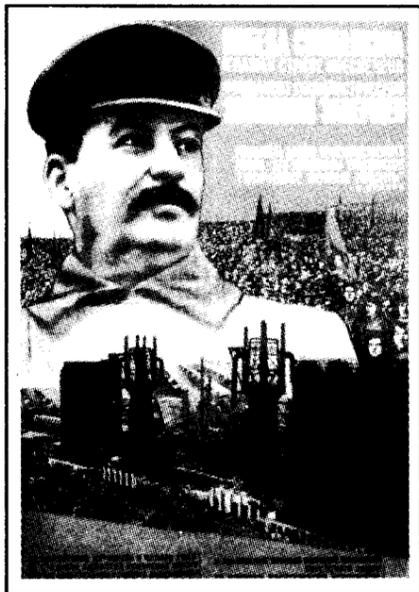
Lénine au premier congrès de l'Internationale communiste, en mars 1919.

prolétariat soviétique, quoique déjà considérablement faussée par la falsification et la révision staliniennes. Au cours des décennies qui suivirent, la bureaucratie nationaliste a beaucoup fait pour extirper toute compréhension réelle de ce qui fut transformé en icône sous le vocable de « grande révolution socialiste d'Octobre ». Dans la conscience des masses soviétiques, inondée de la propagande nationaliste russe que Staline a fait couler à flots pendant la guerre, la Deuxième Guerre mondiale, baptisée « grande guerre patriotique » par les staliniens, en est venue à supplanter la révolution d'Octobre comme l'événement central de l'histoire soviétique. Finalement, Staline et ses héritiers ont réussi à imprimer leur vision

Même ainsi, les grèves spontanées qui ont éclaté dans les mines de charbon soviétiques pendant l'été 1989, contre les ravages du « socialisme de marché » de Gorbatchev, ont montré de manière spectaculaire le potentiel pour des luttes ouvrières combatives. Comme le documente le social-démocrate russe Boris Kagarlitsky dans son livre *Adieu perestroïka* (1990), les comités de grève dans beaucoup d'endroits sont devenus « le centre réel du pouvoir populaire », organisant la distribution des produits alimentaires, maintenant l'ordre, etc. Comme nous l'avions souligné à l'époque, les grèves du Kouzbass « ont rapidement fait surgir des formes organisationnelles de pouvoir prolétarien, notamment des comités de grève et des milices ouvrières » (« Les ouvriers soviétiques se dressent face à Gorbatchev », supplément au *Bolchévik* n° 94, août 1989).

Ces développements ont montré la possibilité d'authentiques soviets qui - en entraînant des travailleurs des fermes collectives, des femmes, des retraités, des soldats et des officiers - auraient pu servir de base à un nouveau pouvoir prolétarien, chassant la bureaucratie par une révolution politique. Mais lorsque Gorbatchev a renié les promesses faites aux mineurs, des agitateurs pro-impérialistes entraînés par « l'AFL-CIA » ont rempli le vide de direction et mis en place le Syndicat indépendant des mineurs, organisant une minorité activiste de mineurs comme bélier pour Eltsine.

Cependant, une majorité des mineurs ainsi que le reste de la classe ouvrière soviétique sont restés passifs dans la lutte à trois entre les « démocrates » dirigés par Eltsine, Gorbatchev et l'aile la plus conservatrice des staliniens. La masse des ouvriers étaient circonspects, si ce n'est ouvertement hostiles, aux avocats pro-occidentaux d'une « économie de marché ». Contrairement à ce qui s'est passé en Pologne lors de la montée de Solidarność, les forces de la contre-révolution capitaliste n'ont pas réussi à mobiliser les masses soviétiques au nom de l'anticommunisme.



Charlo/Gamma

Les mythes staliniens: une affiche proclame que « la victoire du socialisme dans notre pays est assurée ». Brejnev (à droite) et Kissinger (à gauche) célèbrent la « détente ».

Europe de l'Est », et Albert St. John, « Pour la clarté marxiste et pour aller de l'avant », *Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991). Alors que les capitalistes ont la possession directe des moyens de production et sont donc contraints de résister violemment au renversement de leur système pour défendre leur propre propriété, la préservation du pouvoir prolétarien dépend principalement de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière.

Trotsky lui-même soulignait ce point dans son article de 1928 « Et maintenant ? » : « Le caractère socialiste de notre industrie d'Etat [...] est déterminé de façon décisive par le rôle du parti, les liens volontaires formés à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne, la discipline consciente des économistes, des militants syndicaux et des membres des cellules d'usine » (*l'Internationale communiste après Lénine*).

Plus tard, dans l'« Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (février 1935), il écrivait : « A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement, mais consciemment. »

Quand Trotsky écrivait ces articles, la mémoire de la révolution d'Octobre faisait encore partie de l'expérience personnelle directe de l'immense majorité du

nationaliste sur les peuples soviétiques ; l'internationalisme prolétarien a fini par devenir un objet de dérision, une obscure « hérésie trotskyste », l'« exportation de la révolution » ou, au mieux, a été vidé de son contenu tandis qu'on s'en réclamait cyniquement.

Avec la « nouvelle pensée » de Gorbatchev - c'est-à-dire sa capitulation servile devant chaque ultimatum impérialiste - même les hommages hypocrites aux idéaux de la Révolution bolchévique ont été jetés aux orties. Les soldats soviétiques à qui l'on avait dit, et qui l'avaient cru, qu'ils remplissaient leur « devoir internationaliste » en se battant contre les moudjahidins afghans réactionnaires à la frontière de l'URSS, ont alors été roulés dans la boue pour avoir soit-disant perpétré un « Vietnam russe » en Afghanistan. Le retrait ignominieux de Gorbatchev d'Afghanistan, puis son feu vert à l'annexion impérialiste de la RDA, n'ont fait qu'accroître un sentiment de défaitisme et de démoralisation parmi les masses soviétiques. Pendant ce temps, les « patriotes » staliniens ne dénonçaient les concessions de Gorbatchev que pour battre le tambour des ambitions impériales grand-russes et se tourner explicitement vers le passé tsariste.

En même temps, l'élite bureaucratique (ce qu'on appelait la nomenklatura) était totalement discréditée par la corruption et le cynisme affichés de l'ère Brejnev. Les appels occasionnels à défendre le « socialisme » lancés par les éléments les plus conservateurs du régime Gorbatchev, comme Egor Ligatchev, n'avaient aucun écho. Les « patriotes » staliniens, organisés par exemple dans le Front uni des travailleurs (OFT), ne réussissaient à mobiliser qu'un nombre relativement réduit de militants ouvriers.

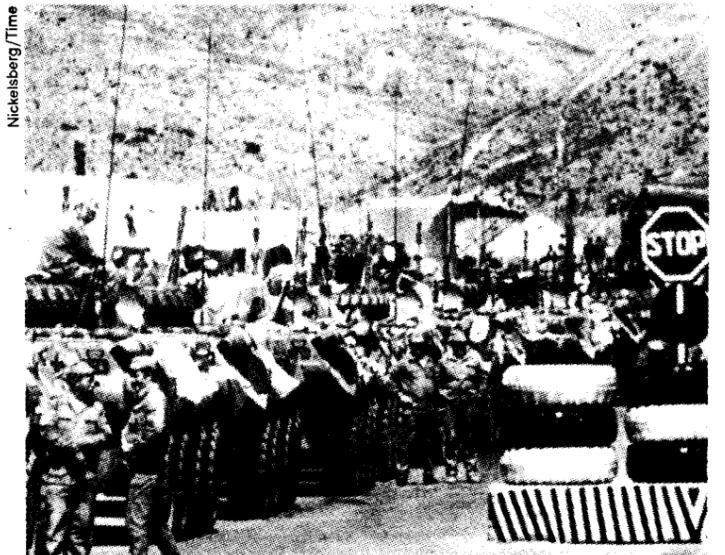
Atomisée et dépourvue de direction anticapitaliste, sans conscience de classe socialiste cohérente et conséquente, sceptique quant à la possibilité de la lutte de classe dans les pays capitalistes, la classe ouvrière soviétique ne s'est pas regroupée pour résister à la progression de la contre-révolution capitaliste. Et comme le notait Trotsky dans *l'Internationale communiste après Lénine* : « Si une armée se trouvant dans une situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cela remplace parfaitement une « bataille décisive » aussi bien dans la politique que dans la guerre. »

L'armée et la bureaucratie

Qu'est-il donc arrivé aux forces armées, qui sont dans la conception marxiste le noyau de l'Etat ? Dans *l'Etat et la Révolution* (1917), écrit pour réfuter la vision réformiste que la classe ouvrière pouvait simplement s'approprier l'Etat bourgeois pour ses propres desseins, Lénine insistait que « la révolution, ce n'est pas quand la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la vieille machine d'Etat, mais quand après l'avoir brisée, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine nouvelle ». La contre-révolution sociale nécessite pareillement que soit brisé l'Etat prolétarien, et la création d'une nouvelle machine d'Etat au service de la bourgeoisie. Cette tâche a été grandement facilitée par la contre-révolution politique stalinienne, qui a fait subir à l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre une dégénérescence qualitative.

A la base, l'armée soviétique était affectée par les mêmes pressions et la même paralysie que le reste de la société. La couche supérieure du commandement militaire était quant à elle une composante de la bureaucratie soviétique. Trotsky expliquait que cette bureaucratie était une caste fragile et contradictoire, dont le rôle était celui d'un intermédiaire entre l'Etat ouvrier et l'encerclement impérialiste hostile. Cette position contradictoire engendrait au sein de la bureaucratie toute une gamme d'impulsions politiques contradictoires : « [...] au sein de la bureaucratie il y a toutes sortes de nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchévisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (Th. Boutenko) » (*Programme de transition*). Reiss était un cadre dirigeant des services de renseignement soviétiques, qui s'était déclaré pour la Quatrième Internationale et fut assassiné par Staline en 1937. Boutenko était un diplomate soviétique qui fit défection et rejoignit l'Italie fasciste de Mussolini.

La trahison du retrait soviétique d'Afghanistan a enhardi les impérialistes et démoralisé les masses soviétiques.



Nickelsberg/Time



Murza/Neues Deutschland

En janvier 1990, les spartakistes ont été à l'initiative d'une manifestation de 250 000 personnes à Treptower Park, à Berlin-Est, pour protester contre la profanation par les nazis d'un monument aux soldats de l'Armée rouge. Tract du Spartakist-Arbeiterpartei dans les élections est-allemandes de mars 1990: « Non à la réunification capitaliste! »



Le caractère double de la bureaucratie soviétique et les appétits politiques contradictoires qu'elle contenait en son sein s'étaient maintenus même après que les purges sanglantes des années 1930 eurent exterminé tout ce qui subsistait de la « vieille garde » bolchévique. Mais bien qu'elle reposât sur les formes de propriété prolétariennes, dont découlaient ses privilèges, la bureaucratie stalinienne n'était pas engagée irrévocablement à les défendre. Elle ne pouvait jouer aucun rôle indépendant dans la société. Sous l'impact d'une attaque frontale du prolétariat révolutionnaire ou de la contre-révolution, la bureaucratie devait se fracturer. Trotsky écrivait : « Avec la venue du prolétariat à l'activité, l'appareil stalinien restera suspendu en l'air. S'il tente malgré tout d'opposer de la résistance, il aura à appliquer contre le prolétariat non pas des mesures de guerre civile, mais plutôt des mesures d'ordre policier [...]. La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartiraient sur les divers côtés de la barricade » (« La Quatrième Internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Union soviétique »).

impuissantes du comité du coup d'Etat. S'étant emparé des rênes du pouvoir, le régime d'Eltsine entreprit immédiatement de réorganiser les échelons supérieurs de l'armée, mettant en place une couche d'officiers plus jeunes marqués soit par leur soumission à Eltsine (par exemple Chapochnikov) ou par un violent nationalisme russe, tout en cherchant à acheter des couches plus larges du corps des officiers avec des augmentations de salaire. En même temps, il se produisit

de l'armée seraient certainement passés de son côté. Au lieu de cela, les forces centrifuges mises en mouvement par le contre-coup d'Etat d'Eltsine et formalisées par le décret de décembre 1991 se mirent à faire éclater l'armée et à éliminer ce qui subsistait de l'Etat ouvrier. Le nationalisme, comme avec les bruits de botte chauvins autour de la Moldavie, a été une force motrice pour consolider une force armée loyale au nouvel ordre capitaliste.



Bessu/Sigma

Novembre 1990 - Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev signe avec le chancelier Helmut Kohl un traité où il accepte la réunification capitaliste de l'Allemagne.

Dans le cas de la Révolution hongroise de 1956, le gros de la couche bureaucratique est passé du côté du prolétariat pro-socialiste insurgé. Au contraire, plus récemment en Union soviétique, la pression incessante de la conciliation de l'impérialisme et des forces internes du marché a poussé des secteurs toujours plus grands de la bureaucratie dans le camp de la restauration capitaliste, dont Eltsine est très tôt devenu le principal porte-parole.

une auto-purge, de nombreux officiers prosocialistes quittant l'armée dégoûtés par l'interdiction du Parti communiste dans l'armée. De toute façon, comme le faisait remarquer Trotsky dans la *Révolution trahie* (1937), « la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire ».

L'utilisation des unités OMON russes pour disperser une manifestation anti-Eltsine en février dernier a signalé l'émergence d'un appareil répressif loyal au nouveau régime. L'Ukraine et d'autres républiques ayant créé des armées séparées et exigé un serment de loyauté des soldats soviétiques stationnés sur leur territoire, en mai Eltsine décrétait la formation d'une armée russe séparée, nommant comme nouveau ministre de la Défense russe le jeune général Gratchev, qui professe un nationalisme russe virulent et qui avait fait allégeance à Eltsine pendant le coup d'Etat. Un article publié dans le numéro du 21 août 1992 du bulletin *RFE/RL Research Report* de « Radio Free Europe/Radio Liberty », une officine de la CIA, remarquait : « A beaucoup d'importants égards, la nomination du général d'armée Pavel Gratchev au poste de ministre de la Défense de Russie, le 18 mai 1992, a marqué le début de la période post-soviétique dans la sphère de la sécurité, de la même manière que la création de la CEI en décembre 1991 avait

marqué la fin de la période soviétique dans la sphère politique. »

Fait marquant de la journée de la Marine de guerre, le 26 juillet dernier, toutes les escadres ont arboré la croix de Saint-André, le vieil emblème naval tsariste, tandis que le chef de la marine, l'amiral Tchernavine, proclamait : « La marine russe doit retrouver son drapeau, non parce que les marins soviétiques avaient honte du vieux drapeau, mais parce qu'il ne correspond plus à l'esprit de la marine russe » (*Independent* [Londres], 27 juillet 1992). Faire flotter l'étendard tsariste sur la base navale de Kronstadt, un bastion du bolchévisme pendant la révolution d'Octobre, ou sur le croiseur *Aurore*, dont la canonnade contre le palais d'Hiver avait signalé la victoire de l'insurrection prolétarienne de Petrograd, voilà qui symbolise de façon appropriée, quoique grotesque, le démantèlement de l'Etat ouvrier soviétique par les forces triomphantes de la contre-révolution.

L'incapacité totale de la bureaucratie à jouer un rôle indépendant a été démontré de façon éloquente pendant les événements d'août 1991. Derrière l'apparente incompetence du « comité de l'état d'urgence » (composé des principaux lieutenants de Gorbatchev) - ne pas avoir arrêté Eltsine, ni n'avoir pas même coupé sa ligne directe avec Washington - il y a le fait que ces bureaucrates grisâtres n'avaient aucune alternative à proposer au programme de restauration, ainsi que leur refus de se mettre à dos, de quelque manière que ce soit, les puissances impérialistes. Si les ouvriers étaient entrés en action, en se mobilisant pour balayer les « coopérateurs », spéculateurs et millionnaires en roubles cupides et détestés qui tenaient les barricades d'Eltsine, cela aurait effectivement mis directement à l'ordre du jour une guerre civile entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution et marqué le début d'une révolution politique prolétarienne. Parce qu'ils craignaient davantage la mobilisation du prolétariat que la contre-révolution, pas un seul élément parmi les soi-disant « durs » de l'opposition stalinienne « patriote » à Gorbatchev/Eltsine n'a essayé d'organiser la résistance aux forces eltsiniennes ; au lieu de cela, ils se sont cachés derrière les proclamations

La dissolution juridique de l'URSS, en décembre 1991, laissait les forces armées de l'Union - formellement sous le commandement d'une « communauté des Etats indépendants » mort-née - suspendues en l'air, une « seizième république » disaient certains. Une conférence d'officiers réunis au Kremlin un mois plus tard faisait apparaître une volonté largement partagée de maintenir le caractère d'institution multinationale de l'armée. Mais, comme nous en avertissions à l'époque, « pour préserver l'Etat et l'armée multinationaux d'Union soviétique, il est nécessaire de préserver la propriété socialisée sur la base de laquelle ils ont été créés ». Si la classe ouvrière avait bougé, des secteurs

Eltsine et ses congénères des autres républiques ont maintenant le commencement d'armées bourgeoises. Mais la loyauté de ces forces armées envers le capitalisme doit encore être testée dans le sang. Notant que « l'armée tout entière pourrait se disloquer suivant des divisions politiques ou ethniques », un observateur remarquait que « les dirigeants russes hésiteront beaucoup à utiliser l'armée pour maintenir l'ordre intérieur » (Mark Kramer, « The Armies of the Post-Soviet States », *Current History*, octobre 1992).

Qui sont les auteurs de la catastrophe ?

Il ne manque pas de « trotskystes » qui ont pris place sur les barricades d'Eltsine (dans certains cas, littéralement) et/ou se sont empressés sans vergogne de déclarer l'Union soviétique morte et enterrée. Ils se sont ainsi finalement débarrassés du boulet à traîner qu'était la défense (depuis belle lurette formelle et vide de toute substance) de l'Union soviétique, que la bourgeoisie haïssait et voulait détruire depuis la révolution d'Octobre.

Dans son article de 1933, Trotsky évoquait la « possibilité tragique » que l'Etat soviétique « tombe sous les coups réunis des ennemis, intérieurs et extérieurs » : « Mais, même avec cette pire variante, c'est une immense importance

Suite page 12



Notre camarade Martha Phillips (à droite sur la photo ci-contre), assassinée en février 1992 à Moscou, a lutté pour défendre la révolution d'Octobre. Ci-contre, dans une action de protestation contre la fermeture du musée Lénine; à droite, à la tribune devant les délégués de la Conférence des ouvriers de Moscou en juillet 1991.

Photos Spartakist

communisme impérialiste est patente, mais la « logique » capitaliste d'Etat est absurde. Nous venons d'assister ici au spectacle remarquable d'une « classe capitaliste » tout entière qui s'est simplement suicidée plutôt que de chercher à défendre sa propriété. Et les millions et les millions de travailleurs d'Europe de l'Est et d'Union soviétique qui sont maintenant plongés dans la misère, le chômage et les conflits fratricides ne vont certainement pas gober l'idée qu'ils viennent juste de passer d'une variante de capitalisme à une autre, et encore moins s'en féliciter.

Les « troisièmes-campistes » tardifs, comme les bandits politiques du « Comité international » de David North et d'autres, argumentent que le stalinisme est « contre-révolutionnaire de bout en bout ». Ceci constitue une négation caractérisée de l'analyse que faisait Trotsky de la « position double » de la bureaucratie. Plus directement, comme pour la théorie de Cliff, l'objectif est de se laver les mains de la défense de l'Union soviétique. North prétendait que, dès le début, Gorbatchev était engagé à « la liquidation politique, économique et sociale de tout ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre » (*Perestroika Versus Socialism* [1989]). North s'est ensuite empressé de proclamer qu'il était « impossible de définir [...] aucune des républiques » de l'ex-URSS « comme des Etats ouvriers » dès l'instant où Eltsine a décrété sa dissolution juridique (« The End of the USSR », *Bulletin*, 10 janvier 1992).

Les diverses théories qui définissent la bureaucratie stalinienne comme une « nouvelle classe » ou « contre-révolutionnaire de bout en bout » s'accordaient pour en appeler à des réflexes moralistes. Au contraire, l'analyse dialectique et matérialiste que faisait Trotsky de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, analyse élaborée dans *La Révolution trahie* et d'autres écrits, a subi victorieusement l'épreuve du temps, et fournit un programme d'action pour le prolétariat. En nous basant sur cette compréhension marxiste, nous avons souligné le caractère contradictoire des réformes initiales de Gorbatchev: « *La perestroïka de Gorbatchev non seulement va à l'encontre des intérêts matériels immédiats de la plupart des ouvriers, mais elle offense aussi leurs profonds sentiments collectifs. En même temps, l'appel à la glasnost lancé par le régime permet un certain degré de dissension organisée contre la politique officielle* » (« Toward Revolutionary Conjunction », document de la Spartacist League/US, juin 1987).

Les premières années, les réformes néo-boukhariniennes de Gorbatchev eurent un certain effet revitalisant sur l'économie soviétique. L'économiste de Harvard Marshall Goldmann, dans son livre *What Went Wrong with Perestroika* (1991), note au sujet du programme d'« intensification » et d'« accélération » de Gorbatchev qu'« initialement, ces réformes semblaient marcher » et que « la croissance industrielle semblait rebondir ». Il réalisa même la meilleure récolte de blé de l'histoire soviétique (240 millions de tonnes en 1990). Mais par la suite, l'introduction de l'autogestion des entreprises le 1^{er} janvier 1988 s'est avéré constituer le pas décisif conduisant à l'effondrement. L'abandon de la planification dans une économie planifiée conduisit à la dislocation de l'administration économique ainsi qu'à des pénuries et des détournements généralisés. Le résultat, écrit Goldmann, fut « la sape du système de planification et l'écroulement de l'économie ». Les réformes de la perestroïka étant un échec, en août 1990 Gorbatchev affirma ouvertement son soutien à la restauration capitaliste en se déclarant pour le « plan de 500 jours », pour s'en écarter plus tard dans une de ses multiples volte-face.

L'évolution de Gorbatchev, des réformes du « socialisme de marché » à un programme de restauration capitaliste déclaré, a démontré une fois de plus

l'impossibilité de « réformer » le régime stalinien – une conception défendue par des gens comme Ernest Mandel dans son livre *Où va l'URSS de Gorbatchev?* (1989). Quels que soient leurs points de discorde, le soutien à la contre-révolution d'Eltsine a uni tous ces révisionnistes, de Cliff à North en passant par Mandel – ainsi que le groupe Militant en Grande-Bretagne (anciennement dirigé par Ted Grant), associé au groupe Rabotchiia Demokratiia (Démocratie ouvrière) de Sergueï Beits en Russie. La ligne fondamentale pour tous ces groupes a été la capitulation devant l'antisoviétisme social-démocrate, tout comme une décennie plus tôt ils étaient tous unis pour acclamer les contre-révolutionnaires de Solidarność en Pologne et pour dénoncer l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan.

Au contraire, la tendance spartaciste internationale proclamait « *Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!* » et déclarait « *Halte à la contre-révolution de Solidarność!* » en Pologne. En réponse au retrait d'Afghanistan, décidé par Gorbatchev en 1989 pour apaiser Washington, nous avons averti qu'il valait bien mieux combattre l'impérialisme là-bas qu'à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique. Mais le régime Gorbatchev ne voulait combattre l'impérialisme nulle part. « *La décision de quitter l'Afghanistan a été le premier pas, et le plus difficile* », remarquait récemment le ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, Edouard Chevardnadze. « *Tout le reste en découle.* » Un an après le retrait d'Afghanistan, Gorbatchev donnait le feu vert à la réunification capitaliste de l'Allemagne.

La LCI a été la seule organisation à s'opposer sans ambiguïtés et sans réserves à l'annexion impérialiste de la RDA: la capacité du programme trotskyste à montrer la voie face à l'écroulement du stalinisme a trouvé une expression de masse dans la manifestation antifasciste et prosoviétique qui a rassemblé 250 000 personnes le 3 janvier 1990 à Treptower

des décennies par la « menace communiste », s'est brisée; les puissances concurrentes s'opposent les unes aux autres et sont en compétition pour dépecer l'ancien bloc soviétique et le transformer en néo-colonies.

En même temps s'ouvre une nouvelle période d'intenses luttes de classe. Maintenant que les puissances impérialistes ne se sentent plus bridées par le contre-poids soviétique, les peuples semi-coloniaux sont purement et simplement affamés. Dans l'Occident impérialiste, l'accroissement des guerres commerciales et de l'exploitation ont déjà conduit à d'importantes batailles de classe en Allemagne, en Italie et en Grèce. Le soulèvement multiracial de Los Angeles, suite au verdict qui blanchissait les flics racistes dans l'affaire du tabassage de Rodney King, témoigne de l'instabilité sociale que connaissent les Etats-Unis. En Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, la classe ouvrière se ressaisira bientôt après l'expérience tétanisante de la contre-révolution et commencera à lutter contre les ravages de l'exploitation capitaliste. L'année dernière, la Pologne a connu grande grève après grande grève.

Les ouvriers de Russie, d'Ukraine et des autres ex-Républiques soviétiques ont encore le temps de se regrouper et de contre-attaquer avant que soit consolidé quelque chose qui ressemble à un système viable d'exploitation capitaliste. La haine et l'hostilité envers Eltsine et ses semblables s'aiguisent. Contrairement à l'ex-RDA, où une grande partie des travailleurs avait gobé le mensonge que l'Anschluss (annexion) du deutschemark apporterait la prospérité, dans l'ex-URSS de telles illusions sont peu répandues. Mais il y a une position largement partagée qu'il n'y a pas d'alternative au « marché » et les staliniens banqueroutiers sont les principaux responsables de cet état de choses.

La voie pour recréer un capitalisme véritable n'est pas aussi dégagée que la

été la manière dont il a déformé la conscience des ouvriers prosocialistes, en leur farcisant le crâne d'illusions antimarxistes comme « la construction du socialisme dans un seul pays », le « front populaire » et l'utopie de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Le « socialisme dans un seul pays » signifiait non seulement empêcher la lutte révolutionnaire dans les autres pays, mais aussi isoler la classe ouvrière soviétique de tout contact avec la lutte de classe internationale. Pendant plus de 60 ans, les ouvriers soviétiques ont été enfermés dans un cocon qui les isolait de l'évolution politique mondiale. En luttant pour renverser le cours de la contre-révolution qui l'a plongée dans la pauvreté et la misère, la classe ouvrière soviétique devra nécessairement se réapproprier l'héritage révolutionnaire qui lui a été dérobé.

Le prolétariat qui a fait la révolution d'Octobre avait appris des bolchéviks de Lénine et Trotsky qu'il faisait partie intégrante d'une lutte internationale. Il comprenait que sa seule chance de survie résidait dans l'extension de la révolution à des puissances industrielles plus avancées, et au premier chef l'Allemagne. Les occasions furent nombreuses, mais les partis révolutionnaires hors de la Russie étaient trop faibles et politiquement immatures pour les exploiter. Le soulèvement spartakiste allemand de 1918-19 et la Commune hongroise de 1919 furent des défaites sanglantes. La possibilité que l'Armée rouge avance pour venir en aide aux ouvriers allemands en 1920, en déclenchant la révolution prolétarienne dans la Pologne de Pilsudski, ne put se réaliser. Finalement, avec la défaite de l'Octobre allemand de 1923, le prolétariat soviétique succomba à la perspective démoralisante d'une longue période d'isolement, qui permit à la couche bureaucratique dirigée par Staline d'usurper le pouvoir politique. La révolution fut ainsi trahie.

Mais cette trahison ne fut pas sans rencontrer d'opposition. L'Opposition de gauche de Léon Trotsky continua la lutte pour le programme authentique du léninisme. Dans sa lutte pour défendre et étendre le pouvoir des soviets, l'Opposition de gauche préconisait une politique d'industrialisation planifiée, pour revigorer le prolétariat épuisé et permettre à l'Etat ouvrier isolé de tenir face à l'encerclement impérialiste. Les trotskystes combattirent avec intransigeance le chauvinisme grand-russe de la bureaucratie naissante. Ils combattirent la politique traître découlant du « socialisme dans un seul pays », et en premier lieu le sabotage de la Révolution chinoise de 1925-27 et le bloc syndical anglo-russe qui conduisit à poignarder dans le dos la grève générale britannique de 1926. Ceci conduisit à laisser la classe ouvrière allemande tomber sous la botte hitlérienne, à réprimer ouvertement la Révolution espagnole à la fin des années 1930. En sabotant les occasions révolutionnaires à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en particulier en Italie, en France et en Grèce, le stalinisme permit au capitalisme de survivre, et prépara ainsi le terrain, au bout du compte, pour sa propre élimination.

Avec la liquidation complète de l'Internationale communiste en tant qu'instrument de la révolution mondiale, Trotsky organisa la fondation de la Quatrième Internationale, en 1938. Aujourd'hui, la Ligue communiste internationale combat pour la renaissance de la Quatrième Internationale, dont les cadres ont été décimés par la terreur stalinienne et hitlérienne, et qui a fini par succomber, au début des années 1950, face à un courant révisionniste interne qui niait la nécessité d'une direction révolutionnaire indépendante. C'est seulement dans le cadre de la lutte pour reforge un authentique parti mondial de la révolution socialiste que les travailleurs de l'ex-Union soviétique pourront former la direction dont ils ont besoin pour balayer les horreurs sans nom auxquelles ils sont aujourd'hui confrontés. ■



La banderole de la LCI devant une conférence des officiers soviétiques, en janvier 1992 à Moscou: « Non à la restauration capitaliste! Oui aux acquis d'Octobre! »

Park, à Berlin – manifestation dont les spartakistes allemands ont été à l'initiative. Les staliniens, pour leur part, ont pensé qu'ils pourraient avoir la contre-révolution dans un seul pays. Mais le bradage de la RDA a directement préparé la destruction de l'Union soviétique.

Reforger la Quatrième Internationale !

L'écroulement de l'Union soviétique, et l'exacerbation des rivalités interimpérialistes qui en a résulté, ont fait du monde un endroit beaucoup plus dangereux encore. Le « nouveau désordre mondial » – proclamé pendant le massacre impérialiste dans le Golfe, mené sous la conduite des Etats-Unis et avec l'approbation de Gorbatchev – ressemble bigrement au vieil ordre mondial qui avait conduit à la boucherie de la Première Guerre mondiale, mais cette fois-ci avec la menace d'une conflagration nucléaire. L'unité impérialiste, maintenue pendant

perspective Newsky. Pour se libérer de ceux qui aspirent à devenir ses exploités et ses oppresseurs, la classe ouvrière doit également s'affirmer comme un « tribun du peuple », en s'opposant à toutes les manifestations d'arriération anti-femmes et anti-homosexuels, en prenant la défense de tous ceux – dont les étudiants africains et asiatiques et les peuples d'Asie centrale en Russie – qui sont de plus en plus exposés à une terreur raciste violente. Ce qui est par-dessus tout nécessaire, c'est une direction révolutionnaire capable de surmonter les divisions fomentées par le chauvinisme et le nationalisme, de dissiper les décennies de fausse conscience inculquée par le stalinisme, et de faire le lien entre les luttes dans l'ex-URSS et celles du prolétariat mondial.

Les sociaux-démocrates gémissent que le « communisme soviétique » a discrédité le socialisme aux yeux des masses; mais un bien plus grand crime du stalinisme a

Gouvernement ouvrier...

Suite de la page 4

On trouve (presque) tout et son contraire dans leur plate-forme, un long catalogue revendicatif, et même, noyées dans un flot de revendications « minimums », quelques revendications transitoires – telle l'échelle mobile des salaires. En bons centristes, ils gauchissent le mot réformiste vague de « nationalisation » en « nationalisation sous contrôle ouvrier (sans indemnisations ni rachat) des secteurs-clés de l'économie » et limitent le mot d'ordre révolutionnaire du Programme de transition d'expropriation à celle « des patrons qui bloquent les réformes ». Même détournement du mot d'ordre révolutionnaire de gouvernement ouvrier, transformé en « gouvernement ouvrier et populaire » qui ouvre la porte à un gouvernement de front populaire.

Comme l'expliquait déjà Trotsky, souvent avec les centristes ce qui compte c'est aussi ce qui manque. Ainsi, la revendication transitoire d'échelle mobile des heures de travail est passée à la trappe – dans un pays où il y a trois millions de chômeurs ! C'est probablement parce que cette revendication, visant à répartir le travail disponible entre toutes les mains ouvrières, n'est pas « réaliste ». D'un point de vue réformiste, certes. De notre point de vue, celui de Trotsky exprimé dans le Programme de transition, « il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive [le prolétariat] et, par-là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! » Sur la question du droit au travail comme sur toutes celles qui concernent les travailleurs, il n'y a effectivement pas d'autre issue que la conquête du pouvoir par le prolétariat. Précisément, si les révolutionnaires mettent en avant un système de revendications transitoires, c'est pour aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste.

Pour les centristes, accrochés aux basques des réformistes, la solution n'est pas la mobilisation systématique des masses pour la révolution. Comme le dit la plate-forme des JCR : « Une autre politique, tournée, elle, vers la satisfaction des besoins sociaux et la défense des plus défavorisés, nécessiterait des mesures hardies n'hésitant pas à empiéter sur les prérogatives des possédants. » Voilà un langage à faire pâmer d'aise les jeunes chevén-

mentistes que courtisent les dirigeants des JCR !

Alchimie centrisme ou construction du parti révolutionnaire

Vous ne trouverez pas non plus dans ladite plate-forme un mot sur comment combattre les provocations fascistes et la terreur raciste. De toute évidence, le mot d'ordre de groupes de défense ouvriers/immigrés risque de froisser les susceptibilités légalistes des sociaux-démocrates. Précisément, de tels groupes sont, comme le dit aussi le Programme de transition à propos des piquets de grève, « les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat ». A aucun moment, la plate-forme des JCR ne pose la question de détruire l'appareil d'Etat bourgeois, ne pose la question de construire au travers de la mobilisation révolutionnaire les organes du pouvoir ouvrier : comités de grève (embryons des soviets), comités d'usine, conseils ouvriers, milices ouvrières. Au contraire, elle prône l'« épuration et réorganisation de fond en

comble de la police » – une revendication réformiste type qui crée l'illusion criminelle qu'on peut réformer l'Etat bourgeois. La seule perspective qu'elle avance en termes de structures de pouvoir, c'est la « liquidation des institutions antidémocratiques de la V^e République » et à une « assemblée parlementaire unique, élue à la proportionnelle ». Gouvernement ouvrier (et populaire !) sur la base du parlement (bourgeois) « démocratisé » ? ! C'est la pire des perversions démocratiques-bourgeoises du mot d'ordre de gouvernement ouvrier ! C'est détourner le prolétariat de son combat pour se constituer en classe dominante.

Il n'est donc pas étonnant qu'après que la LCR a totalement rompu, le 22 novembre dernier, avec les JCR-l'Égalité, qui était son organisation de jeunesse (entrée il y a deux ans en dissidence), la direction des JCR se soit empressée de publier une déclaration, appelant les instances de la LCR à bloquer les mesures d'exclusion, qui argumente que le bureau national des JCR « réaffirme qu'il considère les Jeunesses communistes révo-

lutionnaires comme l'organisation de jeunesse en solidarité politique avec la Ligue communiste révolutionnaire ».

« Solidarité politique » avec la LCR réformiste ? Les prétentions des dirigeants des JCR à être une opposition « de gauche », voire trotskyste, à la direction faillie de la LCR et du conglomerat international dont elle est section française (le Secrétariat « unifié » de Mandel) s'effondrent lamentablement. Ils jettent bas le masque et laissent voir leur vrai visage : celui de *couards centristes* qui s'accrochent désespérément au cadavre de la LCR et du SU.

Face à tous ces partis qui préparent dès aujourd'hui la relève de Mitterrand en œuvrant à construire une nouvelle alliance de collaboration de classes il est vital de construire un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique. Un parti d'opposition intransigeante à « sa » propre bourgeoisie et à toute collaboration de classes, un parti dont le but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation du capitalisme. ■

Gare de Lyon...

Suite de la page 3

verdict. Dans le même temps, ces adeptes forcenés de la collaboration de classes avaient volé au secours des vrais coupables (la direction de la SNCF), s'empressant de négocier un engagement à apporter « une aide juridique et matérielle » aux cheminots condamnés... Et le soir même de la grève, ils appelaient à la reprise pour le lendemain, brisant au plus vite un mouvement qui pouvait aller vers un affrontement avec le gouvernement et Mitterrand.

Comme nous le soulignons dans l'article consacré à cet accident dans le *Bolchévik* n° 86 (septembre 1988), « ce drame épouvantable n'est pas un accident, c'est un crime – le sacrifice délibéré de la sécurité à la rentabilité capitaliste ». Dans la course effrénée à la rentabilisation dans laquelle la direction de la SNCF est lancée, entretien et sécurité sont les postes les plus touchés. C'est en toute connaissance de cause (et d'effets) que les milliers de suppressions de postes qui ont frappé les cheminots se traduisent par une réduction importante de l'entretien des voies, de la signalisation, du matériel roulant, etc. (Alors que la sécurité sur les TGV est quasi parfaite, la direction SNCF ne met pas – ou si peu – de systèmes similaires en place sur le reste du réseau, pour rentabiliser).

Le capitalisme est un système impitoyable. Les lois du marché se traduisent

depuis des dizaines d'années par les cortèges de misère, de morts que l'on connaît et sont invariables. Les responsables SNCF jouent froidement et cyniquement avec la vie des passagers et des cheminots, tout comme Fabius, Mitterrand, les responsables de la transfusion sanguine et de la santé en général ont volontairement et criminellement distribué du sang contaminé par le virus du sida menant ainsi à la mort des centaines d'hémophiles – un sang contaminé qu'ils ont continué à vendre jusqu'en novembre 1985 notamment dans les néo-colonies africaines pillées et ravagées par l'impérialisme français !

La détérioration de la sécurité, de l'entretien, les conditions de travail de plus en plus difficiles, les cheminots les subissent au jour le jour et en sont bien conscients. L'ampleur de la grève le démontre.

Dans un article intitulé « Sanction inadaptée, riposte excessive », le *Monde* du 17 décembre dernier, inquiet de l'irrespect de la « chose jugée » manifesté par les cheminots, pose la question décisive : « Une grève contre une décision de justice est-elle légitime ? », et naturellement le quotidien de la bourgeoisie française « éclairée » répond par la négative : « Une décision de justice ne peut être remise en question par un arrêt de travail. » Et de ressoulever la question de « régler » (c'est-à-dire étrangler !) le droit de grève. Mais sans la riposte so-disant « excessive » des cheminots, le *Monde* n'aurait jamais admis que la sanc-

tion était « inadaptée ». La question de classe est posée à brûle-pourpoint : les travailleurs doivent « remettre en question » par leurs luttes aussi bien la « justice » bourgeoise que l'Etat bourgeois en général (dont elle est un rouage), et jusqu'au bout : le renversement de cet instrument de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Dès l'instant où le gouvernement avait décidé de s'attaquer aux cheminots, une direction syndicale lutte de classe aurait cherché à guider le juste sentiment de révolte des cheminots, aurait travaillé au développement d'une mobilisation suffisamment puissante pour faire reculer le gouvernement et la « justice » de classe. Appelant à faire confiance à la justice de la bourgeoisie, les bureaucrates syndicaux ont paralysé la nécessaire riposte aux poursuites contre Saulin et Fouquet, puis ont cassé une grève prudemment appelée pour après le procès.

Comme nous le disions après l'accident (le *Bolchévik* n° 86) : « Dans cette société capitaliste moribonde, il n'y a pas de marge de manœuvre pour dépenser pour la sécurité, la santé ou un travail décent pour tous. Pour satisfaire des besoins sociaux comme le transport dans des conditions de sécurité et de confort, et à bon marché, il faudra que la classe ouvrière arrache la société à l'emprise mortelle du capitalisme en instaurant son propre pouvoir révolutionnaire, expropriant la bourgeoisie et reconstruisant l'économie, sinistrée, sur les bases rationnelles de la planification socialiste. » ■

Somalie...

Suite de la page 16

2 000 Français. Les responsables américains expliquent maintenant qu'ils seront « obligés » de rester « pour une longue période » afin de remettre le pays en ordre (*New York Times*, 10 janvier). Dans un article intitulé « L'intervention américaine sert aussi des intérêts géostratégiques », le *Navy Times*, revue de l'US Navy (14 décembre 1992), rapporte l'opinion de responsables du Département de la Défense qui expliquent : « Même si l'administration Bush la décrit comme purement humanitaire, l'intervention en Somalie sert les intérêts stratégiques et politiques des Etats-Unis en Afrique et au Moyen-Orient [...]. Qui contrôle la Somalie pourrait contrôler l'entrée sud de la mer Rouge et par conséquent du canal de Suez [...] un emplacement de choix d'où influencer la stabilité politique du Moyen-Orient. » Ce type de considération est certainement plus présent encore à Paris : la « corne de l'Afrique » a toujours excité la convoitise de l'impérialisme français, qui maintient des installations (protégées en perma-

nence par plus de 4 000 militaires français) dans sa néo-colonie de Djibouti – plaque tournante de ses opérations militaires pendant la guerre du Golfe et sa plus importante base navale hors de la métropole et de ses dernières possessions coloniales directes.

D'autres brigands impérialistes se sont eux aussi précipités pour ne pas laisser les Américains imposer seuls leur « ordre ». L'Italie, ancienne puissance coloniale en Somalie, a expédié 2 400 hommes. L'Allemagne a annoncé qu'elle allait envoyer sur place 1 500 soldats, le chancelier Kohl profitant de l'occasion pour remettre en cause les restrictions constitutionnelles qui interdisent (sur le papier) à la Bundeswehr, l'armée allemande, d'opérer hors d'Europe. (L'opposition social-démocrate du SPD est d'accord avec le principe de cette intervention, voulant seulement être elle-même partie prenante de la décision et que soit modifiée la constitution.)

Retour de la « mission civilisatrice »

Mais derrière les calculs des états-

majors, cette opération de recolonisation de la Somalie pue l'arrogance impérialiste raciste. Le gouvernement Mitterrand a été un précurseur dans l'utilisation systématique de l'« aide humanitaire », apportée par les soi-disant « organisations non gouvernementales » sous son contrôle servant de couverture à ses menées réactionnaires – notamment pour financer, aider et armer les fanatiques réactionnaires de la « résistance » afghane. Aujourd'hui il se flatte d'avoir fondé sur des bases « démocratiques » et « progressistes » le « droit » des brigands impérialistes à intervenir où bon leur semble. C'est ce qu'expliquait fièrement le premier ministre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale, le 9 décembre dernier, en déclarant que « le devoir d'ingérence humanitaire a fondé un droit nouveau par rapport à la Charte des Nations unies » et en félicitant Kouchner « pour l'avoir fait passer dans les faits au niveau de la communauté internationale » (le *Monde*, 11 décembre 1992).

Les idéologues de la bourgeoisie américaine, qui n'ont pas dans ce domaine la même prudence que leurs homologues français (obligés de ménager la suscepti-

bilité des régimes néo-coloniaux « amis de la France »), vont plus loin. Dans un article publié dans le *Wall Street Journal*, organe de l'oligarchie financière, Angelo Codevilla, de la Hoover Institution (un des plus importants instituts d'étude de politique étrangère travaillant pour le compte du gouvernement des Etats-Unis), écrit : « Notre seul choix réaliste en Somalie, et dans trop d'endroits similaires, est soit de les abandonner à leur misère, soit de rétablir quelque chose qui ressemblera beaucoup au colonialisme [...]. Se charger de ce que l'on appelait autrefois le fardeau de l'homme blanc impliquait une dépense nette de ressources. Le colonialisme est un acte de générosité et d'idéalisme » (*Wall Street Journal*, 7 janvier).

Le poème de Rudyard Kipling « Le fardeau de l'homme blanc » a été écrit en 1899, après la victoire des Etats-Unis dans leur guerre contre l'Espagne. Le célèbre chantre de l'empire britannique s'y apitoyait sur les colonialistes, « obligés » de consentir de lourds sacrifices pour le bien de leurs sujets. Il conseillait aux Etats-Unis de prendre en charge le « fardeau » que les Britanniques étaient supposés avoir supporté en Inde, pour

apporter la civilisation aux « peuples enténébrés, mi-démons mi-enfants ». « *Rassasiez la bouche de la famine et ordonnez que cesse la maladie* », écrivait Kipling, en demandant de mener « *les sauvages guerres de la paix* ».

Fidel Castro a dénoncé à bon droit le cynisme des impérialistes, qui prétendent combattre la famine en Afrique tout en essayant d'étrangler Cuba en resserrant leur blocus criminel. Un article récemment publié dans le *New York Times* (11 janvier) s'étonnait de ce qu'« *alors même qu'il manque de tout, des antibiotiques au savon et aux chaussures* », le gouvernement cubain « *a réussi à conserver un soutien important dans la population* ». Le blocus du Vietnam, imposé après la victoire héroïque remportée par le peuple vietnamien sur les impérialistes français puis américains, a eu quant à lui des effets dévastateurs. Un autre article du *Times* (26 décembre 1992) fait état de cas de grave malnutrition dans le nord et le centre du Vietnam et de familles entières qui mendient dans les rues d'Ho-Chi-Minh-ville. Pour les impérialistes revanchards, le « fardeau de l'homme blanc » est en réalité le bon plaisir de l'homme blanc !

« Droit d'ingérence » et recolonisation

L'intervention impérialiste en Somalie n'est pas exactement le produit d'un calcul rationnel basé sur l'intérêt stratégique de ce pays, intérêt qui est devenu moindre avec la fin de la guerre froide. Pendant ses six dernières semaines aux affaires, le président Bush a traîné à grand bruit son sabre aux quatre coins du monde, comme s'il était désolé de ne pas avoir une autre « bonne occasion » de répéter son « massacre du désert », dans le Golfe. Il a successivement menacé d'abattre les avions serbes au-dessus de la Bosnie, d'« employer la force militaire » si la Serbie provoquait un « conflit » dans le territoire ex-yougoslave du Kosovo, avant de s'en prendre à nouveau à l'Irak.

Pour sa part, le président élu Clinton a soutenu toutes ces menées bellicistes. Les « têtes pensantes » de la nouvelle administration démocrate veulent inaugurer en Somalie une « force multinationale » destinée à servir de gendarme du monde sous les auspices de l'obligeante ONU. Avec l'éclatement de l'Union soviétique, les stratèges de la guerre froide réfléchissent à une nouvelle politique étrangère américaine dans les colonnes de revues influentes comme *Foreign Affairs*. Un des thèmes majeurs est la nécessité pour les Etats-Unis de s'appuyer sur des « actions militaires collectives », avec la couverture d'organismes internationaux comme l'ONU. L'homme que Clinton a pressenti pour devenir le futur directeur de la CIA, James Woolsey, une « colombe » du Vietnam devenue antisoviétique de choc, a présenté un plan pour une « force prête à l'emploi » permanente, doublée d'une force d'intervention rapide qui pourrait compter jusqu'à 30 000 soldats appartenant aux membres du Conseil de sécurité, dont font partie les Etats-Unis.

Pour les Démocrates « modérés », le mot de code du nouveau colonialisme est « *Sauver les Etats ratés* », le titre d'un article publié récemment dans *Foreign Policy* (hiver 1992-93), qui affirme que les mouvements d'indépendance dans les colonies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ont abouti à une série d'« *Etats ratés* ». L'article cite la Somalie, le Soudan, le Libéria et le Cambodge – qui devraient simplement être placés sous la « tutelle » de l'ONU. Saisissant la balle au bond, le *New York Times* du 28 décembre 1992 opinait doctement qu'« *un examen rapide du monde montre une dizaine ou plus d'« Etats ratés », pays au bord de l'écroulement et de l'affrontement ethnique, qui sont tous des candidats possibles à une intervention de l'ONU* ».

La recolonisation de la Somalie actuel-

lement en cours équivaut effectivement à un retour au système de la tutelle onusienne. (Le sud de la Somalie a été sous tutelle de l'ONU depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avant son indépendance et son unification avec le nord colonisé par la Grande-Bretagne en 1960.) S'inquiétant de ce que le mot « tutelle » évoque trop le temps du colonialisme direct, certains proches de Clinton préfèrent demander qu'on transforme la Somalie en « protectorat », terme tout aussi chargé de relents coloniaux. (Cet habillage juridique a été en particulier beaucoup utilisé par la Grande-Bretagne et la France.) Quelle que soit l'appellation utilisée pour la domination impérialiste directe, le secrétaire général de l'ONU Boutros-Ghali déclarait en juin dernier que « *le temps de la souveraineté absolue et exclusive [...] est terminé* ».

L'ONU : un instrument des impérialistes

Après la guerre du Golfe, les impérialistes ont lancé quatre interventions de grande ampleur (dont la Somalie) sous la couverture de l'ONU. Quelque 20 000 soldats ont été envoyés dans l'ex-



Bagdad, 17 janvier – Le corps de la réceptionniste de l'hôtel Rachid, atteint de plein fouet par un missile américain. Défense de l'Irak contre l'agression impérialiste!

Yougoslavie, 20 000 autres au Cambodge, soi-disant en attendant la constitution d'un gouvernement de coalition (incluant les forces de Pol Pot !) En décembre dernier, l'ONU a commencé à déployer 7 500 soldats au Mozambique, pour superviser un accord de cessez-le-feu en désarmant à la fois le gouvernement et les terroristes de la RENAMO, armés par l'Afrique du Sud. En Angola, l'ONU a supervisé des élections que le MPLA a remportées, et dont le fantôme sud-africain Savimbi a ensuite récusé les résultats.

Un certain nombre de réformistes de par le monde, dont les dirigeants du PCF, se sont fait une spécialité du « crétinisme onusien ». Ces gens argumentent qu'il serait possible de faire des Nations Unies une instance « démocratique », guidée par des mandataires avisés et éclairés de la « communauté internationale », œuvrant sous la pression vigilante des « forces de paix » à la « résolution pacifique des conflits » et à la concorde universelle des peuples. Mais comme son prédécesseur, la « Société des Nations » (fustigée en son temps par Lénine, Trotsky et tous les vrais communistes comme la « caverne des brigands » impérialistes), l'ONU n'est et ne peut être rien d'autre qu'un instrument docile au service de ces mêmes brigands impérialistes.

Marchais et Cie opposent une « solution négociée » sous les auspices de l'ONU aux menées bellicistes des « impérialistes » (mot que ces sociaux-chauvins n'appliquent jamais à l'impérialisme français, mais uniquement à ses rivaux américain, allemand ou japonais). Ce faisant, ils cherchent à favoriser les manœuvres sordides de la diplomatie française, sur un terrain où celle-ci espère toujours compenser quelque peu la dure

réalité des rapports de force militaire et économique.

L'intervention impérialiste au Congo (rebaptisé depuis Zaïre) au début des années 1960, sous couvert d'une force de « maintien de la paix » de l'ONU, montre bien quelles conséquences sanglantes peuvent avoir les illusions dans la nature « démocratique » de l'ONU. Après que le Congo, colonie belge, eut obtenu son indépendance en 1960 et que le nationaliste Patrice Lumumba fut devenu premier ministre, la Belgique fomenta une rébellion sécessionniste dirigée par Moïse Tshombé dans la région minière du Katanga. Les parachutistes belges occupèrent Stanleyville, capitale du Katanga, appuyés par un tir de barrage de propagande raciste sur les viols de religieuses blanches (en fait, l'écrasante majorité des atrocités commises à l'encontre des Européens durant cette période le furent lors des troubles consécutifs à l'intervention belge). Les troupes des Nations Unies, qui étaient intervenues à la demande de Lumumba, se rangèrent du côté de Tshombé et de ses commanditaires belges, et elles désarmèrent les forces gouvernementales. Lumumba fut ensuite renversé par un coup d'Etat fomenté par

tu, qui depuis soumet la population à une campagne ininterrompue de terreur réactionnaire pendant qu'il pille pour son compte personnel les richesses de son pays – avec le soutien, entre autres, des Etats-Unis et de la France.

LCR : des auxiliaires de troisième ordre de l'impérialisme français

Le consensus politique sur l'intervention française en Somalie s'étend naturellement au PCF et à l'« extrême gauche ». Tandis que les dirigeants chauvins du PCF dénoncent les ambitions du seul impérialisme américain, *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR, appelle, dans son édition du 24 décembre dernier, à « réagir aujourd'hui fermement et clairement contre l'intervention »... tout en se gardant bien d'appeler au retrait de la soldatesque française. Les pseudo-trotskyistes social-démocratisés de la LCR geignent que les sommes dépensées dans l'opération « Rendre l'espoir » auraient pu être mieux « utilisées au redressement économique du pays » (*Rouge* n° 1521, 10 décembre 1992). Dans *Inprecor* (revue du « Secrétariat unifié de la Quatrième internationale » auquel est affiliée la LCR), Salah Jaber écrit que « *la force des 3 500 hommes déjà prévue par l'ONU aurait peut-être suffi à assurer la distribution des vivres* » (*Inprecor* n° 365, 18 décembre-3 février). En écho, les JCR-*Egalité*, dans un tract distribué sur les facs parisiennes et cosigné, entre autres, par la LCR et Socialisme international, réclament : « *De la bouffe, pas des armes pour la Somalie !* » Laisser ainsi croire que le gouvernement capitaliste de Mitterrand pourrait mener une politique réellement « humanitaire », non impérialiste, c'est travailler à corrompre la conscience du prolétariat et de la jeunesse avec de perfides illusions réformistes, à les détourner de la lutte révolutionnaire pour abattre ce système d'oppression et de misère.

Après une décennie passée à assister le régime Mitterrand dans ses menées contre-révolutionnaires en Europe de l'Est et en URSS, il n'est pas surprenant de voir la LCR devenir ainsi l'« aile gauche » de la recolonisation impérialiste de l'Afrique sous couvert d'« intervention humanitaire ». Aujourd'hui comme hier, nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale, continuerons à lutter pour mobiliser les travailleurs et les masses opprimées du monde dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Pour arracher l'Afrique et le reste du tiers monde à la spirale cauchemardesque de la misère, de la faim et de la guerre, il faudra une révolution socialiste mondiale, qui seule permettra de mettre les immenses forces productives de la science et de la technique moderne au service de l'humanité tout entière, dans le cadre d'une division mondiale du travail centralement et démocratiquement planifiée. ■

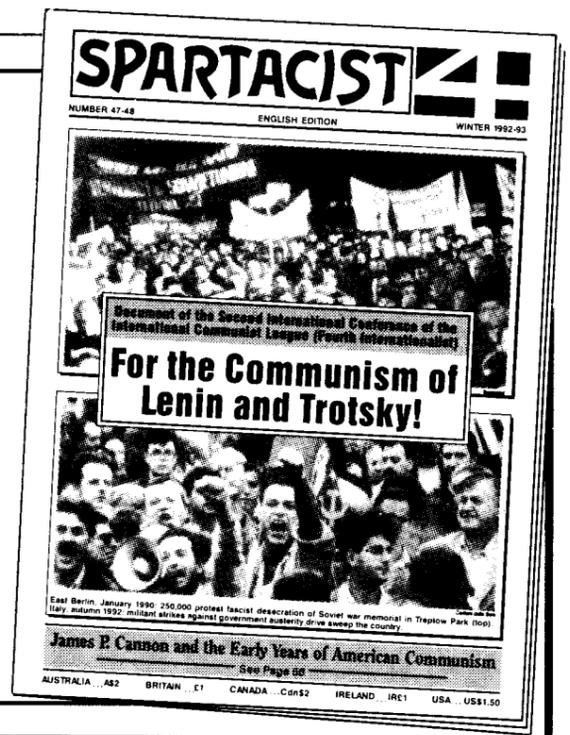
Vient de paraître !

Spartacist
(Edition anglaise)

No 47-48
Hiver 1992-93
(56 pages)

10F

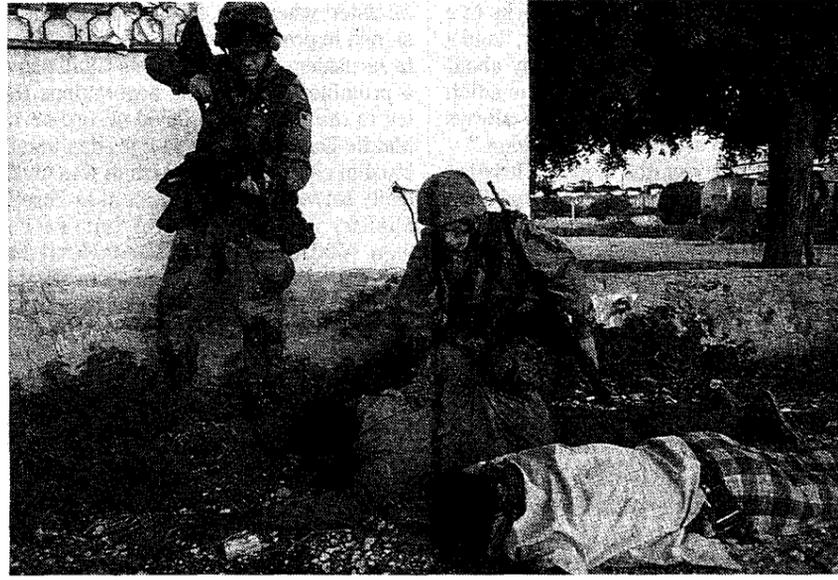
Ecrire au Bolchévik :
BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10



Intervention impérialiste en Somalie sous couvert de l'ONU



Reuter



Der Spiegel

Sous couvert d'«aide humanitaire», légionnaires français (à gauche) et Marines imposent un état de siège raciste à Mogadiscio.

Mitterrand, Clinton: hors d'Afrique!

20 janvier - Début décembre, les Marines, la Légion étrangère et le reste du corps expéditionnaire de l'opération « Rendre l'espoir » débarquaient à Mogadiscio, la capitale somalienne, sous les projecteurs des caméras de télévision. Exploitant l'horreur et l'indignation provoquées dans l'opinion publique par les images d'enfants somaliens mourant lentement de faim tandis que les chefs de guerre locaux faisaient main basse sur l'aide alimentaire, les dirigeants occidentaux se sont désormais investis d'une nouvelle « mission civilisatrice », sous couvert de « droit d'ingérence humanitaire » et sous le drapeau de l'ONU. Les dirigeants américains, Républicains comme Démocrates, veulent aussi montrer à leurs rivaux impérialistes (en premier lieu à l'Allemagne et au Japon) que les Etats-Unis, tant qu'ils ne risquent pas de se heurter à une résistance sérieuse, peuvent « projeter » leur puissance militaire où bon leur semble et contraindre les autres brigands impérialistes à marcher sous leur commandement.

Un mois plus tard, les criminels de guerre de Washington, Paris et Londres ont lancé leurs avions et leurs missiles lors de raids de bombardement terroristes contre l'Irak. Cette nouvelle agression doit certainement beaucoup à la frustration d'un président Bush obligé d'abandonner le pouvoir sans avoir tenu son engagement de liquider le président irakien Saddam Hussein. Mais en bombardant l'Irak deux ans exactement après avoir massacré de sang-froid plus de cent mille hommes, femmes et enfants irakiens lors de leur sanglante guerre d'agression raciste du Golfe, les impérialistes américains, français et britanniques entendent réaffirmer par le fer et par le feu qu'ils ne reculeront devant rien pour se tailler

la meilleure place dans un « nouvel ordre mondial » (sachant que l'impérialisme de seconde zone qu'est la France devra se contenter des miettes d'influence que les Etats-Unis ou l'Allemagne accepteront de lui laisser). *Défense de l'Irak contre l'agression impérialiste! Levée immédiate de l'embargo de l'ONU! Impérialistes hors d'Irak, hors du Golfe!*

Les médias essaient de faire avaler le mensonge que les impérialistes, mus par un souci « humanitaire », débarquent en Somalie pour « venir en aide » aux populations affamées de ce pays déchiré par la guerre civile. C'est grotesque. En Somalie comme dans le reste de l'Afrique, la famine est provoquée par l'exploitation impérialiste, qui réduit les populations à une misère atroce. Privés de ressources et d'argent, les pays africains sont une proie facile pour des catastrophes naturelles comme la sécheresse, la pandémie du sida ou des crises politiques et économiques.

Les nouveaux oripeaux « humanitaires » du colonialisme

En France, la presse a repris sans vergogne la vieille propagande colonialiste montrant l'œuvre « civilisatrice » des soldats de la république à la mâle prestance, accueillis en sauveurs par les foules « indigènes » affamées à qui ils apportent le précieux riz des « enfants de France » - scandaleusement enrôlés malgré eux dans cette infâme aventure coloniale au moyen d'une campagne de propagande « humanitaire, laïque et obligatoire » orchestrée par le malfaisant bouffon Kouchner (ministre de la Santé et de l'« Aide humanitaire »). Il est tout simplement obscène de voir ainsi présentés comme une « force humanitaire » les

tueurs d'élite de la soldatesque coloniale de la bourgeoisie française. Toute l'histoire de cette lie de l'humanité (qui renouvela les horreurs de la Gestapo nazie dans ses centres de tortures d'Alger et ses camps de la mort d'Indochine) n'est qu'une macabre litanie de tortures, de viols, de massacres et de tueries en tout genre.

Comble de cynisme, au moment même où la télévision française montrait complaisamment les légionnaires en train de distribuer leurs rations à des enfants noirs affamés, *le Monde* du 19 décembre dernier révélait (sans doute par inadvertance) que dans sa néo-colonie voisine de Djibouti, la France venait de suspendre « l'aide humanitaire que quelque quatre cents soldats français apportaient aux populations du nord » (en révolte contre le président Gouled, le fantoche local de Paris) afin de favoriser la victoire dudit Gouled dans des « élections » truquées! La propagande militaro-coloniale qui accompagne l'opération « Rendre l'espoir » est d'autant plus sinistre qu'elle constitue aussi une préparation idéologique à d'autres expéditions néo-coloniales, le « devoir d'ingérence humanitaire » venant remplacer la « mission civilisatrice » et la « pacification » du temps des Jules Ferry et des Lyautey, au son de *La Marseillaise*.

Puissance impérialiste de seconde zone, la France a joué (avec l'aval des USA) en Afrique, depuis le début des années 1960, un rôle militaire et politique de premier plan, héritage de sa domination coloniale directe. Jusqu'à ces dernières années, cette hégémonie néo-coloniale lui assurait, tant bien que mal, dans l'alliance antisoviétique impérialiste un rôle sans commune mesure avec son poids économique réel. Aujourd'hui, la défense

de ses sphères d'influence néo-coloniales en Afrique (avec le maintien du réseau d'alliances savamment entretenu de sa « politique arabe », d'ailleurs gravement mis à mal par la guerre du Golfe) reste une nécessité vitale pour tenter de sauvegarder son rang de « grande puissance » sérieusement battu en brèche en Europe par la puissance du Quatrième Reich allemand réunifié. Outre les troupes d'occupation en Somalie, plusieurs milliers de soldats français sont actuellement déployés un peu partout sur le continent, du Sénégal au Centrafrique. Au Rwanda, 400 militaires français sont engagés depuis des mois aux côtés du régime, basé sur la minorité hutu, dans la sanglante guerre civile qui l'oppose à l'ethnie majoritaire, les Tutsis. *Troupes françaises, hors d'Afrique!*

En Somalie, légionnaires et Marines n'ont pas tardé à montrer le vrai visage de leur « humanitarisme ». Début janvier, lors des négociations entre chefs de clans somaliens sous l'égide de l'ONU, un de ces chefs de faction, le général Mohamed Aïdid, refusa d'accepter un cessez-le-feu. Quelques jours plus tard, plusieurs centaines de Marines appuyés par des hélicoptères, des chars et des pièces d'artillerie anéantissaient une de ses positions à Mogadiscio sous un « déluge de feu ». Mais l'opposition aux forces d'occupation grandit parmi les Somaliens, qui voient dans les forces d'occupation une nouvelle autorité coloniale. Des membres d'organisations humanitaires et des journalistes ont été assaillis à coups de pierre aux cris de « *Go home! Go home!* »

La Somalie est aujourd'hui occupée par un corps expéditionnaire impérialiste de plus de 21 000 soldats américains et 10 000 soldats d'autres pays, dont plus de

Suite page 14